

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Nicolas de Flue: initiateur de la non-ingérence

par Paul Widmer*



Paul Widmer
(photo mad)

Frère Nicolas, initiateur de la neutralité helvétique? Les historiens classiques le démentent. Cependant, ils se trompent doublement: notre saint patron a influencé la politique extérieure de la Confédération par ses paroles et leurs mises en application au cours de l'histoire.

Personne n'a influencé autant la politique extérieure suisse que *Nicolas de Flue*. L'ermite des gorges du Ranft voulait fuir le monde, mais sans succès. Même les messagers des grandes puissances lui rendirent visite dans sa cellule du sauvage Melchtal. L'archiduc *Sigismond d'Autriche*, le doge de Venise et le duc de Milan voulurent tous connaître son opinion concernant la guerre et la paix. Pourquoi? Parce qu'il représentait une autorité en matière de pensée, d'instance morale. L'envoyé milanais *Bernardino Imperiali* confia à son prince: «La Confédération manifeste une grande confiance à son égard.»

* Paul Widmer est maître de conférences en relations internationales à l'Université de Saint-Gall. De 1977 à 2014, il a appartenu au service diplomatique suisse. Il est l'auteur de plusieurs livres. Récent est paru aux Editions NZZ son dernier ouvrage intitulé «Bundesrat Arthur Hoffmann. Aufstieg und Fall» [Conseiller fédéral Arthur Hoffmann. Ascension et chute].

A quoi attribuer cette forte confiance qui lui était attribuée par les grandes puissances de l'époque? Notamment à deux aspects: d'une part, il prônait aux Confédérés une retenue en matière de politique extérieure, au renoncement à toute volonté de conquêtes guerrières, d'autre part, il prônait de régler les conflits de façon pacifique et de ne se rendre devant un juge qu'en cas de grande difficulté. Il prônait ainsi un comportement orienté vers la neutralité et l'arbitrage. Ceci n'impressionna pas seulement ses contemporains. Par ses conseils, il imprégna la politique extérieure de la Suisse jusqu'à nos jours.

Père spirituel de la neutralité

Ce fut une opinion bien ancrée dans le pays, dans le gouvernement et dans l'historiographie. Après la Seconde Guerre mondiale, le conseiller fédéral *Max Petitpierre* ne douta pas un instant que la notion de neutralité venait de Frère Klaus. Quant au secrétaire d'Etat *Albert Weimauer*, il écrivit au début des années 1980 dans ses mémoires: «La neutralité est l'expression vivante de la pensée du saint national Nicolas de Flue exprimée déjà lors des guerres de Bourgogne: «Ne mêlez-vous pas des disputes des autres!»»

Mais attention! Il paraît que c'est une vieille histoire. Quiconque redit cela aujourd'hui n'est plus guère pris au sérieux. Les historiens classiques affirment qu'il est prouvé depuis belle lurette que Nicolas de Flue n'avait rien à voir avec la neutralité. Comme preuve, ils avancent l'argument suivant: primo, la phrase «Ne mêlez-vous pas des disputes des autres!»

ne serait pas de lui, mais du chroniqueur lucernois *Hans Salat* qui aurait attribué cet adage à l'ermite seulement en 1537. Secundo, il ne s'agissait pas d'un appel à la neutralité, mais d'une condamnation des Bernois suite à leur conquête des terres vaudoises. Tertio, le fait de rattacher la neutralité à la vie de Nicolas de Flue ne serait qu'une tentative d'historiographie nationaliste des XIX^e et XX^e siècles. Bref, faire de Frère Nicolas l'initiateur de la neutralité suisse serait une falsification de l'histoire.

Est-ce vraiment correct? Je n'en suis pas certain et je vais tenter par la suite d'expliquer pourquoi. Il est vrai que Frère Nicolas ne prononce pas le terme de neutralité – du fait que cela n'était pas possible. En effet, ce concept n'en était à cette époque qu'à ses débuts. L'ordre du monde médiéval comprenant un pape et un empereur à sa tête était en train de s'effondrer. Dans la mesure où il restait intact, il n'y avait pas de neutralité. Pour les chrétiens il allait de soi, du moins en théorie, de s'engager pour le souverain suprême de la chrétienté. Ses guerres étaient justes et le combattre était un péché. Cela ne changea qu'avec la naissance des Etats-nations où des dirigeants égaux se confrontaient. Lors d'une guerre, un tiers pouvait s'engager d'un côté ou de l'autre – ou rester neutre.

Dans ce monde d'Etats souverains naquit la neutralité en politique extérieure – mais elle ne se fit pas en un jour. Selon le grand historien *Reinhart Koselleck*, les notions apparaissent au cours d'un long processus comme une distillation. Différentes notions

se regroupent et forment un tout représentant un concept. Ce n'est pas parce qu'une notion n'est pas encore saisissable qu'il n'y a pas d'éléments existants en faveur du concept. Donc, on doit se demander: Frère Nicolas n'avait-il vraiment pas d'idée de ce que nous appelons aujourd'hui la neutralité, simplement parce qu'il n'utilisait pas ce terme et ne connaissait pas cette notion? Analysons les objections de plus près.

L'invitation à ne pas se mêler dans les disputes des autres peut parfaitement être comprise comme la volonté de rester neutre. Personne n'en disconvient. Mais les esprits critiques réfutent que Frère Nicolas se soit prononcé ainsi. Ce mot ne viendrait pas de lui, mais lui aurait été attribué cinquante ans après sa mort. Cette vue des choses se heurte à diverses objections, notamment des témoignages de l'époque d'où il ressort qu'il correspondait parfaitement à l'état d'esprit de ce saint patron suisse de ne pas se mêler des affaires des autres.

«Cupidité et volonté de domination»

Heinrich von Guldenfingen fut le premier biographe de Frère Nicolas. Il était chanoine à Beromunster et professeur à l'Université de Fribourg-en-Brisgau. Dans son écrit, paru déjà en 1488, soit un an après le décès de l'ermite, il exprimait sa conviction que les conseils de cet homme saint donnés aux confédérés ne pouvaient que leur apporter le salut, dans la mesure où ces derniers

Suite page 2

En mémoire de Nicolas de Flue

par Erika Vögeli

Nicolas de Flue, fils de *Hemma*, née *Ruobert*, et *Heinrich von Flüe*, naquit à *Sachseln* (Obwald) en 1417. La mère est issue d'une famille de petits paysans de la commune de *Wolfenschiessen* (Nidwald). Dans divers documents, le père figure comme citoyen communal respecté et membre du Conseil cantonal (Landrat). Nicolas grandit avec son frère *Pierre* et peut-être avec un second frère, comme fils de paysans libres.

Les premières années de sa vie ne sont guère documentées. En 1446, il se marie avec *Dorothea Wyss* de *Schwendi*, née en 1430. De ce mariage naquirent dix enfants dont cinq garçons et cinq filles.

Jeune homme, Nicolas de Flue est déjà décrit comme un paysan travailleur respecté avec le grade de «*Rottmeister*» (capitaine). Il participe à plusieurs campagnes militaires tout en étant plutôt opposé aux activités guerrières. En 1455, nous le retrouvons dans des fonctions publiques importantes comme juge et membre du Petit conseil, l'institution politique et juridique suprême du canton d'Obwald. Il refuse cependant la fonction de «*landammann*» (président du canton). Il a beau avoir tout réalisé – bonheur familial, succès économique et respect social –, les misères de son temps, cependant, l'inquiètent au point d'entamer une longue période de réflexions et de délibérations, entre autres avec *Heimo Amgrund*, un prêtre ami. En 1465, il abandonne toutes ses fonctions politiques pour quitter, le 16 octobre 1467 sa vie habituelle – avec l'accord de son épouse et de ses enfants (décision certainement difficile à prendre par l'ensemble de la famille) – en confiant sa belle ferme à ses deux fils aînés déjà adultes. D'abord, il part en pèlerinage. Dans les environs de Bâle, il décide de suivre le conseil d'un paysan, celui de rentrer dans sa patrie. Il s'installe donc comme ermite au *Ranft*, près de son foyer

familial. Là, il construit, en 1468, avec l'aide de concitoyens, sa cellule avec une chapelle consacrée, l'année suivante, par l'évêque auxiliaire *Thomas de Constance*.

Par la suite, *Frère Nicolas*, comme on le nommera, reçoit la visite de nombreuses personnes de toutes les couches sociales, désireuses d'obtenir ses conseils. Malgré l'isolement de son nouveau domicile à *Ranft*, *Frère Nicolas* est bien informé des événements se déroulant dans son entourage, proche ou lointain. Ainsi, *Bernardino Imperiali* écrit, dans une lettre datée du 27 juin 1483, au *Duc de Milan* qui l'avait envoyé chez *Frère Nicolas*: «Pendant l'absence de Louis mais en compagnie de Gabriel, j'ai rendu visite à l'ermite qui passe pour être un saint car il ne mange rien. La Confédération lui accorde une grande confiance. J'ai passé avec lui une soirée et une matinée à discuter de ces affaires. Il était bien informé de tout ...»

Cet intérêt pour les relations humaines et son engagement permanent en faveur de la justice, de la résolution des conflits et de la paix font de lui un conseiller hautement respecté et estimé.

En 1482, *Frère Nicolas* écrit au Conseil municipal de Berne, imbu de pouvoir, de manière éloquente: «Obéissance [dans le sens ancien de s'écouter mutuellement] est le plus grand honneur qui existe dans les cieux et sur la terre, c'est pourquoi vous devez faire de votre mieux pour être obéissant l'un envers l'autre. La sagesse est le don le plus important car avec elle toute chose se développe le mieux. La paix est toujours en Dieu, car Dieu est la paix, et la paix est indestructible alors que le conflit détruit. Veillez donc d'agir sur le fondement de la paix.»

La médiation la plus connue est sans doute celle entreprise lors du conflit des anciens cantons de campagne envers les

ville, survenant suite aux guerres de Bourgogne, les campagnards se dressant contre l'accueil des villes de Soleure et de Fribourg dans l'alliance. En respectant l'avertissement de *Frère Nicolas* de sauvegarder la paix, transmis par le pasteur *Heimo Amgrund*, le conflit interne vieux de quatre ans et risquant de détruire l'Alliance fut résolu de manière durable, le 21 décembre 1481, dans le «*Convent de Stans*». Les cantons de Fribourg et Soleure furent acceptés au sein de la Confédération.

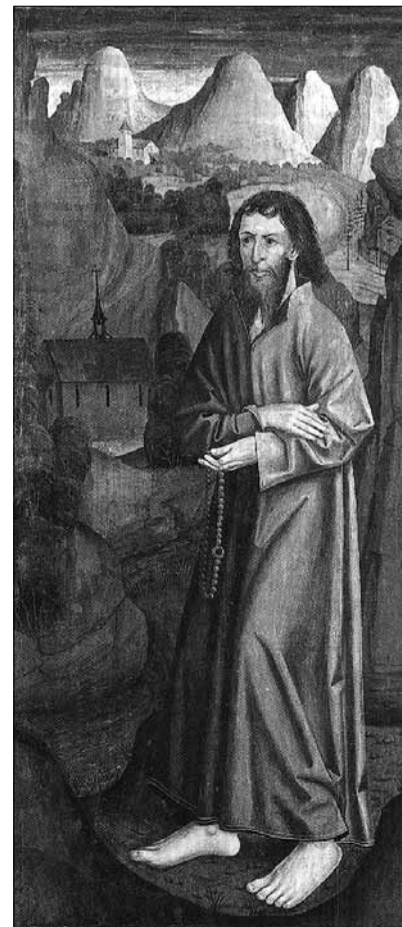
Le 21 mars 1487, *Frère Nicolas* meurt dans son ermitage du *Ranft*.

Son esprit, imprégné de l'amour de la paix, de l'acceptation mutuelle et de la justice – cherchant toujours des solutions équitables accompagnées de sa recherche de la vérité dans ses propres actions – fit de lui le patron de la paix et de la cohésion. C'est la raison pour laquelle les Confédérés l'élurent comme le saint national de la Suisse – longtemps avant sa canonisation par le Pape en 1947. Le débat nouvellement relancé au sujet de *Frère Nicolas* paraît, face à tout cela, quelque peu étroit et dénoué de toute réalité. Il se peut que la formulation exacte de la phrase «N'élargissez pas trop votre clôture!» est marquée par les souvenirs du chroniqueur *Hans Salat*. Mais à quoi sert-il d'ergoter sur un détail pour tenter clairement de minimiser l'importance de sa personnalité entièrement consacrée à transmettre la concorde et l'unité entre les hommes. Alors que le contenu de son message de paix fut parfaitement compris tout au long des siècles, toute personne critique doit accepter qu'on lui pose la question suivante: Cui bono? [A qui profite cette remise en question?]

La préoccupation centrale de Nicolas de Flue est incontestable et – au cours de plusieurs siècles difficiles et très souvent impré-

gnés de guerres – les êtres humains ont très bien compris son orientation spirituelle proposant de placer la paix et les solutions équilibrées au-dessus des ambitions de la politique de force.

Sources: www.bruderklus.com. *Dictionnaire historique de la Suisse*; *Vokinger, Konstantin. Bruder-Klausen Buch*; *Wenger-Schneiter, Mariann. Bruder Klaus. Eine erstaunliche Geschichte aus dem Mittelalter, Gonten 2016. (Bande dessinée pour enfants et adultes)*



«Nicolas de Flue: initiateur ...»

suite de la page 1

s'y tiendraient. Et quels furent ces conseils, selon von Gundelfingen? Ne pas se laisser corrompre par des dirigeants étrangers, attribuer plus d'importance à l'honneur qu'aux profits matériels, ne pas se mêler aux conflits des autres et ne pas s'en prendre aux voisins par des guerres. Ces conseils ne s'opposent en rien à la notion de neutralité. Bien au contraire, ils en sont les prémisses.

Le grand humaniste *Johannes Trithemius* s'était exprimé encore plus clairement – comme l'a souligné l'ancien archiviste d'Obwald *Angelo Garovi*. L'abbé du couvent de Sponheim avait rendu visite à Frère Nicolas en 1486. Dans son récit du début du XVI^e siècle, donc environ 30 ans avant Salat, il rapporta les conseils suivants de Frère Nicolas: «Si vous restez dans vos frontières, personne ne pourra vous soumettre, car vous serez toujours supérieurs à vos ennemis et vous vaincrez. Cependant, si, guidés par votre cupidité et votre volonté de domination, vous tentez d'élargir votre domination vers l'extérieur, vos forces vous abandonneront.» Ainsi Trithemius rapporte les mêmes conseils de Nicolas que Salat. Et il n'est pas le seul. Dans le rude langage des débats politiques, on lit dans un tract zurichois de 1522: «Brüder Clauss hatt gesprochen, man solle auff uns-erm Myst bleyben.» [Frère Nicolas nous recommande de rester sur nos propres terres.]

Il est préférable de se tenir tranquille

On pourrait prétendre que cela est peut-être vrai, mais que Frère Nicolas avait également donné des conseils allant en sens contraire. Mais ce n'est pas la réalité. Car l'ermite de Ranft était très cohérent dans sa vision. Il mettait constamment l'accent sur la paix et jamais il ne prôna des conquêtes militaires. De plus, il n'approuvait pas le mercenariat. Le *Convenant de Stans* de 1481 prouve qu'il ne refusait pas vraiment l'extension des huit anciens cantons. Il fallait toutefois que cela se fasse pacifiquement, sans recours aux armes. Grâce à son intercession Fribourg et Soleure purent adhérer à la Confédération [en 1481].

Réflexions concernant l'élection d'un nouveau conseiller fédéral

rt. Qu'il s'agisse d'un objectif, d'une charge, d'une tâche, d'un projet ambitieux ou d'un mélange de tout, les réponses individuelles seront toujours différentes. Pour un conseiller fédéral, il n'est pas aisé de répondre aux exigences les plus diverses. Mais, quelles pourraient être les exigences auxquelles il devra répondre?

Ignazio Cassis a certainement accumulé des expériences politiques, tant au niveau cantonal au Tessin qu'au niveau national à Berne. En tant que Tessinois, il a en outre pu faire ses propres expériences avec le fédéralisme. Nous attendons de lui, en tant que médecin, une éthique humaine, et en tant qu'acteur dans diverses fondations une certaine aptitude à coopérer. La Suisse peut espérer avoir trouvé un représentant avisé pour le Conseil fédéral.

Notre pays s'appuie sur certaines valeurs de référence, le distinguant des nombreux autres pays qui l'entourent: notamment sa *démocratie directe* par laquelle nous, citoyennes et citoyens, pouvons exprimer de manière libre et authentique notre volonté et nos intérêts. Cela inclut également le *fédéralisme* pour trouver l'équilibre entre les intérêts des différentes communes et des cantons. Parmi les valeurs de référence, il faut naturellement évoquer la *neutralité* de notre pays lui ayant permis de rester en dehors des nombreux conflits entre puissances étrangères.

Nous attendons donc de notre nouveau conseiller fédéral de ne pas brasser de l'air juste pour susciter de grands échos dans les revues de presse, de ne pas courtiser les puissances étrangères en considérant que le peuple est un frein pour ses propres velléités. Nous attendons de lui une bonne gestion de son département, qui ne saurait être un appareil d'experts technocrates et de fonctionnaires coûteux décidant la direction à prendre, mais un exécutif prenant au sérieux les tâches et les préoccupations exprimées par le peuple. Voilà un devoir exigeant.

Ne pas lancer de guerre de conquête et ne pas soutenir militairement une partie en guerre, tels sont les fondements de la neutralité. Frère Nicolas conseilla de se tenir à ces deux règles. Il est d'importance secondaire de savoir si la phrase «N'élargissez pas trop votre clôture!» est réellement de lui ou non. Toutefois, selon la tradition, cette conception correspond à sa manière de penser. C'est ainsi qu'il y a bien plus de raisons permettant de traiter Frère Nicolas de père spirituel de la neutralité suisse que du contraire.

Il est vrai que les mises en garde de Frère Nicolas n'ont pas toujours trouvé un terrain fertile. En 1512 déjà, le chroniqueur *Anton Tegerfeld* de Melligen avait écrit que Frère Nicolas avait plusieurs années auparavant conseillé de renoncer au mercenariat. Malheureusement, on n'en avait pas tenu compte. Du coup, après la bataille de Marignan (1515), le fiasco était évident. Les confédérés n'étaient pas en mesure de mener des grandes guerres de conquête. Il manquait à cet ensemble peu lié de cantons de campagne et de villes un pouvoir de commandement central. On tira donc les bonnes conclusions de cette défaite: renoncer à toute politique de grande puissance. Les confédérés ne conclurent plus jamais d'alliance offensive. On préféra conserver les grandes libertés qu'avait chacun des cantons plutôt que de les sacrifier à une volonté centralisée du pouvoir. Un pamphlet contemporain d'Allemagne du Sud prétendait que les confédérés auraient évité la honte de Marignan s'ils avaient suivi les conseils de Frère Nicolas.

Malgré l'importance des conseils de l'ermite, on est en droit de douter que la neutralité aurait pris corps aussi fortement dans la conscience de la politique extérieure sans la Réforme. Du fait de la scission confessionnelle, il devint important d'avoir une certaine retenue, la survie étant en jeu. Après les deux batailles de Kappel, deux camps de force à peu près égale se trouvèrent face à face à l'intérieur du pays. Autant les catholiques que les protestants se sentirent attirés à s'engager dans les parties en guerre en Europe. C'eût été un suicide politique, et malgré toutes les dissensions, il fallait l'empêcher. On préféra

finalement placer le destin du pays, au dessus du confessionnalisme.

On retrouve cela très bien décrit dans une lettre de *Heinrich Bullinger* à *Philippe de Hesse*, le chef des protestants dans la guerre de Schalkalden. Ce dernier avait demandé aux confédérés de lui apporter leur soutien, mais le réformateur zurichois le refusa. Car si les protestants apportaient une aide à leurs amis, les catholiques en feraient de même de leur côté. C'est pourquoi il valait mieux «se tenir coi», ce qui rendrait un grand service au pays. Du coup, la Diète interdit dès avant les hostilités (1546) le passage de troupes étrangères et d'armements et instaurèrent une stricte neutralité.

La notion de neutralité se renforça au cours de la guerre de Trente ans. Alors que jusque-là on prenait des décisions quant à la neutralité au cas par cas, dès lors cela devint de plus en plus une position fondamentale. C'est ainsi que la Diète put déclarer en 1674 déjà la neutralité du pays. En 1782 le savant et conseiller d'Etat zurichois *Hans Heinrich Füssli* boucla la boucle. Lors de l'assemblée générale de la Société helvétique à Olten, il en appela à l'élite éclairée du pays de s'engager à faire respecter les conseils de Frère Nicolas en matière de politique étrangère, soit à se tenir à la neutralité perpétuelle.

La relation entre Frère Nicolas et la notion de neutralité helvétique s'est donc développée pendant des décennies, voire des siècles, avant que la soi-disant historiographie nationaliste ait pu l'inventer. Lors du Congrès de Vienne (1814/15), la neutralité suisse obtint enfin la reconnaissance au niveau du droit international si ardemment souhaitée.

Règlement pacifique des conflits

La neutralité est de loin le principe le plus important de la politique étrangère suisse. Le conseil de Frère Nicolas déploie ses effets jusqu'au présent dans un autre domaine de politique étrangère: dans le règlement pacifique de conflits. Dans son célèbre message de 1482 («La paix est toujours en Dieu»), il conseilla aux Bernois de régler un litige pacifiquement. Dans la même année, il s'exprima encore plus clairement face aux responsables de la ville de Constance. Il leur recommanda de trouver un accord à l'amiable pour leur conflit – et d'aller devant le juge uniquement si le conflit ne pouvait vraiment pas être résolu différemment. La conciliation est toujours plus importante que de savoir qui a raison. C'est la seule voie pour trouver une paix durable.

Le fondement des conseils de Frère Nicolas reposait dans sa profonde conviction religieuse. Mais ils profitaient également des us et coutumes de son entourage. Les Confédérés ne connaissaient pas de souverain centraliste pouvant imposer par la force des décisions juridiques à ce conglomérat de cantons confédérés. C'est pourquoi ils préféraient mettre fin à un différend par un arbitrage ou un accord. Les parties concernées devaient, avec le soutien de tiers, contribuer à trouver une solution et à réaffirmer leur volonté de la mettre en œuvre par un serment devant Dieu. Ce procédé était si habituel qu'on l'appelait dans le reste du royaume la «Loi des Confédérés».

Après la Première Guerre mondiale, lorsque la Suisse se préparait à adhérer à la Société des Nations, un grand admirateur de Frère Klaus eut recours à sa pensée. *Max Huber*, alors conseiller juridique au Département politique (aujourd'hui DFAE), plus tard président de la *Cour permanente de justice internationale* et du *Comité international de la Croix Rouge* (CICR), écrivit à la

demande du conseiller fédéral *Motta* un message aux Chambres fédérales concernant les fondements de la politique de l'arbitrage de la Suisse. Ce fut une action audacieuse. Avec l'élaboration d'un règlement pacifique des conflits, Huber voulait poser la pierre angulaire pour un nouvel ordre mondial. Cela n'aboutit pas. Cette tentative est demeurée embryonnaire. Cependant, la Suisse conclut par la suite de nombreux accords d'arbitrage avec d'autres Etats.

En 1951, dans un discours lors de la *Lands-gemeinde* d'Obwald, Huber – cet éminent spécialiste du droit international et architecte principal des *Conventions de Genève sur la Croix Rouge* – avoua à quel point les activités de Frère Nicolas avaient influencé ses activités. Avec la politique suisse de conciliation et d'arbitrage à la fin de la Première guerre mondiale, il voulut sciemment renouer avec l'héritage du père spirituel du pays. L'ambassadeur *Paul Ruegger*, le successeur de Huber à la tête du CICR, confirma cela et se plaça lui-même également dans cette tradition.

D'autres effets positifs s'y ajoutèrent. Lorsque le Conseil fédéral décida, au début des années 1970, d'initier une ouverture en politique étrangère en participant à la *Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe* (CSCE), le premier chef de délégation, l'ambassadeur *Rudolf Bindschedler*, eut recours aux documents de Max Huber et présenta un projet pour un système européen de règlements pacifiques de conflits. Au cours des années suivantes, il veilla à chaque grande négociation entre l'Est et l'Ouest que ce sujet ne disparaisse pas de l'ordre du jour. L'intérêt des grands Etats resta très limité, c'est le moins qu'on puisse dire. On s'amusa du thème favori de la délégation suisse.

Mais le destin prit un tournant inattendu. Après la fin de la guerre froide, la France commença à s'intéresser à ce sujet et envoya son ministre de la Justice *Robert Badinter* pour participer aux séances. A cette époque tout changea. La CSCE (aujourd'hui OSCE) adopta en 1992 en toute vitesse une Convention relative à la conciliation et à l'arbitrage. A cette époque, Bindschedler était déjà décédé. La Conférence honora le défunt en avouant que sans l'engagement inébranlable du chef de la délégation suisse cette convention n'aurait jamais vu le jour.

Cependant, sa mort précoce épargna une déception amère à Bindschedler. Le nouveau mécanisme resta lettre morte. Jusqu'à ce jour, aucune demande pour un règlement pacifique de différend n'a été déposée au secrétariat à l'*Avenue de France 23* à Genève. Les Etats n'aiment pas se soumettre volontairement au jugement d'un tiers dans des conflits internationaux. Et s'ils le font exceptionnellement, ils ne mandatent pas une institution aussi impuissante que l'OSCE.

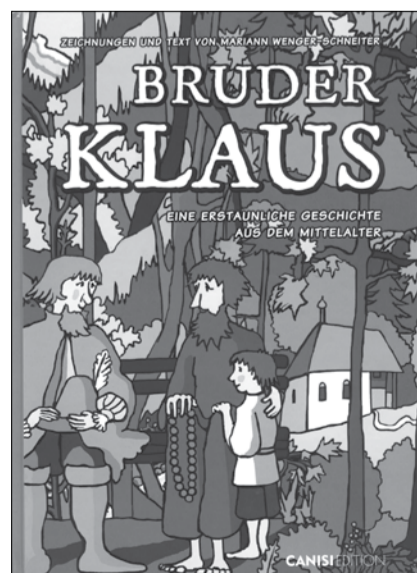
Actuellement, Frère Nicolas joue un rôle mineur dans la politique étrangère. Son nom n'apparaît plus guère dans les publications officielles. Les cloches du pays entier ne retentissent plus à l'occasion de son anniversaire comme en 1917. Dans de larges pans de la population, le souvenir de ce saint patron du pays n'est pas encore éteint. On se rappelle qu'il a doublement influencé le développement de la Suisse: premièrement, par ses paroles et deuxièmement – chose toute aussi importante – par les mises en applications réalisées au cours des siècles. Sans lui notre politique étrangère se serait développée différemment.

Source: *Die Weltwoche*, n° 26 du 22/9/2017 (Traduction *Horizons et débats*)

Actuellement, la situation dans notre monde globalisé et largement interconnecté est complexe et dangereuse:

- L'intégration sournoise dans l'OTAN (PpP=«Partenariat pour la Paix») qui, transformée en une alliance belliciste, met en danger notre politique de neutralité et nous rapproche de la guerre – en ces temps de conflits internationaux exacerbés.
- Par hasard, notre pays se trouve au milieu de l'entité antidémocratique que représente l'UE. Nos interlocuteurs ne sont plus nos pays limitrophes mais une centrale bureaucratique à Bruxelles. En tant que grande puissance, elle tente de nous imposer ses intérêts et de dicter l'application de sa législation ainsi que le paiement d'énormes sommes, par exemple pour le Fonds de cohésion ou pour le système de Schengen, sans que nous ayons droit au chapitre. Même les Etats membres de l'UE ne peuvent plus participer aux décisions.
- La politique monétaire débridée des principales banques centrales (BCE, Fed) a forcé la *Banque nationale suisse* d'acquiescer d'énormes quantités de monnaies étrangères et de gonfler ainsi ses propres bilans. Cela expose le pays à d'énormes risques.
- Une probable récession économique avec de graves conséquences pour la Suisse en tant que nation exportatrice avec un niveau d'autosuffisance réduit exige de bonnes relations avec ses voisins.

D'une part, c'est une situation initiale complexe et exigeante, d'autre part, la Suisse peut mettre en avant son rôle internationalement reconnu en tant que médiateur lors de conflits. Grâce à ses riches expériences dans ce domaine des règlements pacifiques de crises, la Suisse peut apporter une contribution précieuse. Les tâches et les possibilités sont nombreuses; cela l'est davantage encore pour un représentant honnête et sincère des intérêts de notre pays.



Les traditions suisses ne doivent pas être envahies par le droit de l'UE

Une leçon tirée de la session parlementaire d'automne

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

L'exemple de la directive de l'UE concernant le durcissement de la législation sur les armes par le Parlement et le Conseil européens est actuellement un excellent exemple pour illustrer les conséquences concrètes qu'aurait un «accord-cadre institutionnel» – c'est-à-dire l'assujettissement de la Suisse au droit et à la jurisprudence de l'UE – sur notre pays. Comme l'auteure de cet article n'est pas une experte en armes, juste quelques mots sur le contenu de la directive: en réaction aux attentats terroristes de 2015 à Paris, les dirigeants de l'UE ont, au printemps 2017, fortement restreint la possession privée d'armes à feu, et notamment d'armes militaires. Les Etats membres ont maintenant 15 (!) mois pour transposer cette directive modifiée. Les chasseurs, les tireurs sportifs, les collectionneurs et les musées de nombreux pays membres se sont néanmoins battus pour obtenir quelques exceptions.¹

Cette directive européenne sur les armes a été traitée au Conseil national en mars 2017 et au Conseil des Etats dans la session d'automne qui vient de se terminer. Une motion du Conseil national a demandé au Conseil fédéral de prendre contact avec les Etats de l'UE combattant également les modifications de cette législation pour soutenir au mieux la résistance à un durcissement de la législation suisse sur les armes.²

Vous vous demandez certainement ce que la Suisse a à faire avec la directive bruxelloise sur les armes. Pourquoi devons-nous nous défendre contre la menace de l'abolition de notre tradition de tir? Ce sont ces questions que je me suis également posées.

«Développer l'acquis de Schengen»: qu'est-ce que cela signifie concrètement?

Au mois de mars, la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga l'a expliqué au Conseil national et donc également à nous citoyens: «L'ajustement de la directive de l'UE sur les armes présente un développement de l'acquis de Schengen et vous savez: l'association à Schengen/Dublin a fait l'objet d'un vote populaire, c'est donc un mandat populaire pour notre participation à Schengen/Dublin. A ce moment là, nous savions très bien à quoi il fallait s'attendre. Nous avons longuement discuté le fait que la Suisse était fondamentalement tenue d'adopter, dans le cadre de l'acquis de Schengen, les développements ultérieurs et de les transposer dans le droit interne. Il ne s'agit pas d'une reprise automatique.» [souligné par mw.]³

Saviez-vous à l'époque quels étaient les enjeux exacts de l'adhésion de la Suisse à l'accord de Schengen/Dublin? Moi, je ne les connaissais pas en détails. Qui pouvait connaître il y a 12 ans, les nouveaux décrets décidés à l'avenir par Bruxelles? C'est pour quoi j'ai voté Non le 5 juin 2005.

Dans la brochure «Schengen/Dublin en bref»,⁴ le lecteur intéressé peut lire sur 19 pages ce qu'inclut cet accord et comment il règle la «coopération internationale en matière de sécurité intérieure et d'asile». Par exemple, Schengen établit «des règles minimales dans la lutte contre le trafic de drogue et d'armes à feu» avec une adaptation de la législation suisse relative aux armes, «sans pour autant remettre en question les traditions suisses liées à la chasse, au tir ou à la collection. [p. 14; souligné par mw.] Je répète ma question: connaissiez-vous à l'époque tous les détails de ce que Schengen/Dublin signifierait pour l'Etat de droit suisse et la démocratie directe? Mme Sommaruga, en était-elle consciente?

Discussions inefficaces d'un Parlement sans pouvoir de décision

Après une éventuelle acceptation d'un accord-cadre institutionnel avec Bruxelles, la procédure législative suisse serait la suivante: le 15 mars 2017, le Conseil national débat de la motion 16.3719 demandant au Conseil fédéral simplement de s'engager «dans l'intérêt du peuple pour un droit libéral sur les armes correspondant à nos traditions suisses». L'auteur



La Fédération sportive suisse de tir (FST) est avec ses 175 000 membres la troisième plus grande fédération sportive de Suisse et représente quelque 1300 associations. (photo keystone)

de la motion peut même se référer à une votation populaire, à savoir le rejet de l'initiative populaire «Pour la protection face à la violence des armes», rejetée par le peuple suisse le 13 février 2011 avec 56,3% des suffrages exprimés. L'acceptation de cette initiative aurait signifié que les soldats suisses n'auraient plus pu conserver leurs fusils d'assaut à la maison: la majorité du peuple n'en a pas voulu.

Le 15 mars de cette année, Mme Sommaruga a également assuré qu'elle s'est engagée dans le sens de la motion que «la poursuite de la tradition suisse du tir sportif est possible. Il est connu que les tireurs sportifs utilisent souvent leur ancienne arme militaire. La Suisse s'est donc engagée pour qu'elle puisse être gardée chez soi à la fin de l'obligation de servir. Nous avons atteint cet objectif». [souligné par mw. et remarque: le Conseil fédéral peut donc de temps à autre ramener un succès de Bruxelles? Il faut retenir cela pour d'autres litiges!] Par conséquent, le Conseil national ne risque rien en acceptant la motion, car le Conseil fédéral a déjà atteint tout ce qui était possible à Bruxelles; mais il faut encore transposer la directive de l'UE dans le droit interne. Le Conseil national ne veut cependant pas patienter jusqu'à la présentation du projet futur de la mise en œuvre de cette

loi: il accepte la motion avec 118 oui contre 58 non et 3 abstentions.⁵

Le 11 septembre 2017, le Conseil des Etats a par contre rejeté la motion avec 29 contre 13 voix et 2 abstentions après que la conseillère fédérale Sommaruga ait déclaré: «Indépendamment de votre acceptation ou rejet – le plus important est que nous soyons d'accord sur le contenu. Que vous acceptiez ou rejetez cette motion ne changera rien au développement futur.»

Cela ressemble déjà beaucoup à ce qui se passe dans les Parlements des Etats membres de l'UE n'ayant plus guère de pouvoir: les Chambres fédérales peuvent dire Oui ou Non, cela n'a que peu d'importance. Car, Madame la Conseillère fédérale leur explique «quel sera le développement futur»: «Nous allons transposer cette directive, sinon [...] la fin de Schengen/Dublin interviendrait automatiquement. Cela, n'entre pas en ligne de compte.» En passant, le citoyen attentif apprend que la décision à ce sujet est prise depuis longtemps: le Conseil fédéral a déjà «précisé envers l'UE que nous allons transposer la directive, et nous devons le faire dans les trente jours.»⁶

La recommandation adressée à nos concitoyennes et concitoyens ainsi qu'aux parlementaires que nous avons élus est la suivante:

Maintien des traditions nationales ou davantage de contrôle sur le citoyen?

«En ce qui concerne la reprise des nouvelles directives sur les armes, il faut également prendre en compte les exigences et les besoins du tir traditionnel hors service, des tireurs et des chasseurs. Nous avons récemment déjà adapté et passablement renforcé la législation sur les armes.»

Josef Dittli, conseiller aux Etats PLR et ancien directeur de la Sécurité du canton d'Uri, le 11 septembre 2017 au cours des débats au Conseil des Etats

mw. A réfléchir pour tous les Européens: il est tout simplement impensable que la machinerie à légiférer de la bureaucratie bruxelloise puisse prendre en considération les traditions de la Suisse, des 28 pays membres de l'UE et des trois Etats de l'EEE. Par ailleurs, la centrale bruxelloise poursuit de tout autres objectifs: pour la diversité culturelle, on ne trouve pas de place dans l'Etat unitaire avec sa législation uniforme prévue pour l'avenir, mais certainement pour le contrôle numérique illimité des populations. A ce même but sert le contrôle accru de l'acquisition et de la possession d'armes – bien qu'il soit plutôt rare que pour perpétrer leurs attaques, les terroristes achètent leurs armes dans un magasin ...

il est suffisamment grave, qu'il y ait à Berne, aujourd'hui déjà, suite à nos liens actuels avec l'UE, de tels débats parlementaires sans contenus. Si nous ne voulons pas qu'à l'avenir le Parlement suisse ait de moins en moins de décisions à prendre, il faut absolument rejeter tout «accord-cadre institutionnel» à la Bruxelloise! •

¹ cf. Neue Verbote. EU-Parlament verschärft Waffenrecht – offener Streit auf Pressekonferenz. Spiegel online du 14/3/17

² 16.3719 Motion Salzmann Werner. Nous ne nous laisserons pas désarmer par l'UE!

³ 16.3719 Motion Salzmann Werner. Débats au Conseil national du 15/3/17

⁴ Deuxième édition 05.2011. https://www.eda.admin.ch/dam/eda/fr/documents/publications/EuropaeischeAngelegenheiten/Schengen_fr.pdf

⁵ 16.3719 Motion Salzmann Werner. Débats au Conseil national du 15/3/17

⁶ 16.3719 Motion Salzmann Werner. Débats au Conseil des Etats du 11/9/17

Participation suisse à la protection des frontières extérieures de l'UE

Le Conseil national marque la ligne rouge

mw. Le Conseil national a approuvé en première instance le jeudi 21 septembre 2017 avec 102 voix contre 75 et 10 abstentions la reprise du Règlement de l'UE 2016/1624 «relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes» – toutefois sous condition. Ce décret européen fait partie du «développement de l'acquis de Schengen», que la Suisse doit reprendre selon l'Accord, si elle veut rester dans l'espace Schengen. Il constitue «une étape nécessaire vers une amélioration de la situation actuelle aux frontières extérieures de l'espace Schengen», selon la courte majorité de la Commission de la politique de sécurité du Conseil national (CPS-N).¹

En vérité, ce qu'on appelle l'espace Schengen est une de ces nombreuses «bénédictions» venant de Bruxelles ne pouvant fonctionner puisqu'elles sont absurdes en elles-mêmes: «L'idée fondamentale qui la sous-tend est de simplifier les déplacements au sein de l'espace Schengen sans affecter la sécurité de ses quelques 500 millions d'habitants», selon la brochure du DFAE.² Pour les Etats nationaux européens, Schengen signifie l'interdiction fondamentale de contrôler les personnes à leurs propres frontières vers les pays voisins, si ceux-ci font aussi partie de l'espace Schengen. Par contre, les frontières extérieures doivent être protégées par des forces communes – un travail

de Sisyphe! En tout cas, l'idée d'une Europe sans frontières échoua peu après face à la dure réalité.

En réalité, «Schengen» vise uniquement à faire avancer la création d'un Etat unique centralisé. Car si un Etat protège les frontières extérieures de Schengen de manière efficace et conserve ainsi le contrôle sur ses propres frontières, comme l'a osé faire le gouvernement hongrois, alors c'est la fin des nobles théories!

Les seuls à savoir pourquoi la Suisse doit absolument faire partie de Schengen sont les lobbyistes de l'UE à Berne, qui nous ont harcelés, nous les électeurs, pendant plusieurs années en affirmant que sans Schengen, nous serions des marginaux de l'Europe semblables à d'anciennes républiques soviétiques se retrouvant alors dans les aéroports dans la même queue que leurs ressortissants. Et alors?

Le Conseil national veut maintenant limiter la continue augmentation des contributions financières suisses. Primo, il exige d'ancrer dans l'arrêté fédéral une participation de la Suisse aux coûts du nouveau corps européen de garde-frontières et de garde-côtes limitée à un montant annuel de 12 millions de francs.³ Car en 2015, la Suisse a versé pour la seule «Agence européenne pour les garde-frontières et les garde-côtes» 4,6 millions d'euros, en 2016 déjà 9,9 millions – donc plus du double!

–, en 2017 environ 12,4 millions et en 2020, on devrait en être à 14,2 millions.⁴ S'ajoutent des contributions pour Schengen/Dublin, dont le montant total n'est pas rendu transparent par le Conseil fédéral dans son message adressé au Parlement. Secundo, le Conseil national veut préciser que l'engagement prévu du Corps des garde-frontières suisses aux frontières extérieures de Schengen ne doit pas se faire au détriment de la surveillance des frontières helvétiques.

Le Conseil national a bien raison! Il exige donc du Conseil fédéral, d'une part qu'il n'avale pas tout ce que la bureaucratie bruxelloise manigance, d'autre part qu'il doit avant tout assumer sa responsabilité pour la protection des frontières suisses. – Il est à espérer, que le Conseil des Etats confirme au moins cette ligne rouge lors de la session d'hiver. •

¹ Pour un renforcement du corps européen des garde-frontières et des garde-côtes. 17.033 Communiqué de presse CPS-N du 29 août 2017

² Département fédéral des Affaires étrangères. Bureau pour l'intégration DFAE/EVD. Schengen/Dublin – en bref. 2^e édition 2011, p. 4

³ Arrêté fédéral portant approbation et mise en œuvre de l'échange des notes entre la Suisse et la Communauté européenne concernant la reprise du code frontières Schengen (17.033). Protocole du Conseil national du 21/9/17

⁴ Message du Conseil fédéral relatif au 17.033, du 17 mai 2017. Bundesblatt 2017, p. 4182

Journée internationale de la paix – 21 septembre 2017

Un expert indépendant de l'ONU exige: «Imposer le silence aux tambours de guerre et désarmer pour le développement»



Alfred de Zayas
(photo mad)

Alfred de Zayas, expert indépendant pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable, appelle les Etats à transformer les économies de guerre en économies de paix. Cet appel fait partie d'une déclaration marquant la «Journée internationale de la paix» de jeudi 21 septembre.

«Le lobbying pour le compte des compagnies militaires et industrielles alimente les guerres dans le monde entier et contrecarre l'humanité dans son aspiration à vivre en paix. Plutôt que de procéder à des réductions dans le budget de l'armée, beaucoup d'Etats augmentent actuellement leurs dépenses militaires et réduisent les investissements dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services sociaux.

Dans les relations internationales, les Etats devraient non seulement s'abstenir de l'«emploi de la force», mais aussi de la «menace de la force», comme cela est stipulé dans la *Charte des Nations Unies* (art. 2/4). Cependant, et en dépit de ces règlements notoires, de nombreux hommes politiques se livrent à l'intimidation et aux bruits de botte, le plus souvent avec le support et les applaudissements des commentateurs politiques et des principaux media.

Sur la base de l'appel de la Charte des Nations Unies à préserver les générations à

«Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.» (*Charte des Nations Unies*, chapitre I, article 2/4)

venir du fléau de la guerre, la société civile est au premier rang du mouvement visant à ce que la paix soit clairement définie comme l'un des droits de l'homme, avec ses dimensions collectives et individuelles.

Cette initiative a été entérinée le 10 décembre 2010 par la *Déclaration de Saint Jacques de Compostelle*, ce qui a mené à un projet de *Déclaration sur le droit à la paix par la Commission consultative du Conseil des droits de l'homme*, un document manifestant une approche globale de la paix et englobant les droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux.

La résolution édulcorée adoptée par le Conseil des droits de l'homme ne marque pas la fin de l'histoire. Les Etats doivent être à l'écoute de la société civile et finir le travail déjà mis en œuvre par l'Assemblée générale au plus fort de la guerre froide, lors de l'adoption de la résolution 39/11 du 12 novembre 1984. Une nouvelle guerre froide rend d'autant plus urgente une nouvelle résolution du Conseil des droits de l'homme.

Les Etats doivent travailler ensemble à la résolution des causes profondes des conflits locaux, régionaux et internationaux provenant souvent du manque de représentativité des gouvernements, des injustices et des inégalités majeures prévalant dans le monde.

Durant les soixante-dix dernières années, de nombreux conflits ont trouvé leur origine dans la négation du droit à l'autodétermination sur le plan interne ou externe.

Il y a encore de nombreux peuples autochtones sous tutelle gouvernementale et d'autres, vivant sous un régime d'occupation, ayant une revendication légitime à l'autodétermination. Il est temps pour les Nations Unies de soutenir pro-activement la réalisation de l'auto-détermination en tant que stratégie de prévention des conflits, nécessitant une médiation.

Mes précédents rapports adressés au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale des Nations Unies ont souligné que le règlement des problèmes mondiaux, y compris les pandémies, les changements climatiques et les enjeux des objectifs de déve-

loppement durables requièrent des milliards de dollars.

C'est pourquoi il est impératif de réduire de façon drastique les dépenses militaires et de reconverter les économies de guerre en économies de paix. Il est inadmissible de continuer la course aux armements alors que des millions d'êtres humains souffrent de l'extrême pauvreté et de la famine et n'ont pas accès à l'eau potable et au système sanitaire.

Nous devons imposer le silence aux tambours de guerre et désarmer pour le développement.»

Source:

<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22109&LangID=E>

(Traduction *Horizons et débats*)

Mr. Alfred de Zayas (Etats Unis d'Amérique) a été nommé premier *Expert indépendant pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable* par le Conseil des droits de l'homme, prenant effet en mai 2012. Il enseigne actuellement le droit international à la Geneva School of Diplomacy. Mr. de Zayas a exercé dans le domaine du droit des sociétés et du droit de la famille à New York et en Floride. Titulaire du mandat du Conseil des droits de l'homme, il est indépendant de tout gouvernement ou de toute organisation et siège à titre personnel.

Les Experts indépendants font partie de ce que l'on nomme les *procédures spéciales* du Conseil des droits de l'homme. Le terme «procédures spéciales», désignant le plus grand corps d'experts indépendants au sein du système onusien des droits de l'homme, est généralement attribué aux mécanismes indépendants d'enquête et de supervision mis en place par le Conseil des droits de l'homme afin d'analyser la situation spécifique d'un pays ou de questions thématiques dans toutes les régions du monde. Les experts des procédures spéciales travaillent bénévolement; ils n'appartiennent pas au personnel de l'ONU et ne perçoivent pas de salaire pour leur travail.

Le congrès mondial «International Physicians for Prevention of Nuclear War» (IPPNW) s'est tenu à York

par Matin Baraki



Matin Baraki
(photo bremerfriedensforum.de)

L'organisation IPPNW – une association internationale de médecins – a aussi une section allemande (*Internationale Ärzte für die Verhütung des Atomkrieges, Ärzte in sozialer Verantwortung e.V.*) s'engageant avant tout en faveur du désarmement nucléaire.

En 1985, l'organisation a obtenu le prix Nobel de la Paix pour son «travail d'information factuel et important» incitant à devenir plus conscient des «conséquences catastrophiques d'une guerre nucléaire» au sein de la population.

En septembre eut lieu la 22^e rencontre internationale à York (Grande-Bretagne) avec la participation d'environ 600 invités du monde entier.

La forte présence de représentants venus de l'Inde et du Japon fut remarquable. Cette rencontre fut caractérisée par un grand nombre des jeunes gens contribuant activement à un bon déroulement par leurs prises de positions constructives. Le congrès lança un appel pour une cohabitation pacifique des peuples sans bombes nucléaires et poursuivit l'objectif de renforcer l'interdiction des armes nucléaires dans le monde entier.

Dans son discours d'ouverture, le président de la conférence a indiqué qu'il s'agissait de convaincre toutes les nations à signer le *Traité sur l'interdiction des armes nucléaires*, pour lequel 486 organisations de 130 pays étaient déjà engagées au niveau mondial.

Suite à l'escalade du conflit entre la Corée du Nord et les Etats-Unis, le danger d'un engagement réel d'armes nucléaires augmente. On présente une étude informant sur les conséquences d'une pareille intervention. 50 bombes utilisées – par exemple dans une guerre entre l'Inde et le Pakistan – coûteraient subitement la vie de 30 millions de personnes. Suite au changement climatique

global nucléaire qui s'en suivrait, il faut s'attendre à 200 millions de victimes supplémentaires. Jamais le danger de voir le genre humain disparaître n'a été aussi grand qu'aujourd'hui.

Dans le texte du *Traité sur l'interdiction des armes nucléaires*, il est expliqué comment les pays peuvent quitter ce programme. Le traité doit être ancré dans le droit international et l'idée de la «sécurité collective» doit être propagée dans les organisations partenaires et les Etats. Par la structure actuelle des puissances nucléaires les structures de pouvoir existantes dans le monde sont cependant cimentées. Cela rend tout changement du statu quo difficile. Ces puissances n'ont certes pas l'intention d'annuler le *Traité de non-prolifération des armes nucléaires*, mais ils ne veulent pas non plus le signer – dans ce contexte, on a mentionné expressément l'Inde et le Pakistan.

Les membres des délégations ont présenté leur travail et l'engagement des forces pacifiques dans leurs pays. Les adversaires britanniques des bombes atomiques luttent en première ligne pour l'interdiction des sous-marins nucléaires britanniques. Ils ont également souligné que la bombe nucléaire est la «vache sacrée» de l'industrie américaine de l'armement. Dans les mouvements pacifiques étatsuniens, on souligne avant tout les conséquences médicales et humanitaires désastreuses de l'utilisation d'armes nucléaires, afin de mobiliser les habitants du pays contre la bombe atomique. Pour le gouvernement de la Fédération de Russie, la sécurité nucléaire est l'aspect primordial pour favoriser les conditions de l'abolition des armes nucléaires, dit une représentante de ce pays. Un délégué indien a mis le poids sur le rôle de l'ONU, en critiquant les grands médias indiens qui ne touchent guère au sujet de l'interdiction des armes nucléaires. L'un des participants japonais a mis en exergue les risques grandissants de la confrontation actuelle entre la Corée du Nord et les Etats-Unis tout en soulignant avec insistance que ce problème ne pouvait

être résolu qu'au niveau politique. L'administration américaine doit à tout prix respecter la souveraineté de la Corée du Nord. L'Australie, tout comme la République fédérale d'Allemagne, profitent du bouclier de protection nucléaire des Etats-Unis. Et une déléguée australienne d'expliquer, que c'est la raison pour laquelle le gouvernement australien n'est pas intéressé à une interdiction des armes nucléaires. Après qu'un participant norvégien ait exigé dans sa déclaration qu'il fallait populariser l'interdiction, le délégué du Costa Rica a mis en relief le rôle de son pays en tant qu'Etat le plus engagé en faveur de l'interdiction. Puis, il a rappelé que 25 à 30 pays d'Amérique latine et centrale avaient signé le traité sur l'interdiction des armes nucléaires. En 1997 déjà, le Costa Rica avait proposé ce traité à l'Assemblée générale de l'ONU. Aucun pays africain ne possède d'armes nucléaires. Selon les explications présentées par un participant venu du Kenya, l'Afrique du Sud, ayant précédemment possédé la bombe atomique, l'a abandonnée depuis belle lurette.

Le délégué afghan a présenté un «plan de paix» pour l'Afghanistan, dont la réalisation exige que des unités militaires d'Etats musulmans et d'Etats non-alignés prennent la relève des troupes de l'OTAN. Il est évident que la guerre de l'Hindou-Kouch, qui dure depuis 38 ans, ne pourra être terminée que par une solution politique. Pour la trouver, il est incontournable que les Afghans eux-mêmes élaborent et mettent en œuvre un programme adapté aux conditions locales avec la participation de vastes pans de la population et de tous les groupes politiques, y compris les talibans.

Il a également été souligné que les Etats-Unis n'avaient pas signé l'accord sur l'interdiction des armes à sous-munitions mais qu'ils avaient néanmoins mis fin à leur production. C'est l'illustration de la force normative d'un traité qui, dans le cas de l'interdiction des armes nucléaires, pourrait déployer le même effet.

Dans les réunions régionales (Afrique, Europe, Amérique latine, Moyen-Orient, Amérique du Nord, Asie du Sud, Asie du Sud-Est et Pacifique) et dans les nombreux ateliers, les participants à cette conférence ont discuté et approfondi les questions et les problèmes soulevés lors de la séance plénière.

Un soldat britannique, ayant été engagé en Afghanistan, en Irak et en Irlande du Nord, a donné un aperçu historique de la brutalité de l'Empire britannique, illustrant en même temps la continuité dans les méthodes de guerre de l'impérialisme britannique contemporain. Son intervention s'est révélée être l'une des contributions les plus impressionnantes du congrès.

(Traduction *Horizons et débats*)

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale 729, CH-8044 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Une guerre peut en cacher une autre – après le Califat, le «Rojava»

par Thierry Meyssan



Thierry Meyssan
(photo wikipedia)

Alors que l'Armée arabe syrienne, l'aviation russe et le Hezbollah s'apprêtent à en finir avec Daesh, le Pentagone planifie une nouvelle guerre contre la Syrie, cette fois avec des troupes kurdes. De même que la mission du Califat était de créer un Sunnistan à cheval sur l'Irak et la Syrie, de même celle du «Rojava» est de créer un Kurdistan à cheval sur les deux Etats, ainsi que le Pentagone le prévoit publiquement depuis quatre ans.

Selon la «grande stratégie» étatsunienne, définie par l'amiral *Cebrowski* en 2001 et publicisée en 2004 par son adjoint *Thomas Barnett*, l'ensemble du Proche-Orient élargi doit être détruit à l'exception d'Israël, de la Jordanie et du Liban.

Par conséquent, la victoire imminente contre Daesh ne changera pas les intentions du Pentagone.

Le président *Trump* s'est opposé à la manipulation des jihadistes. Il a stoppé le soutien financier et militaire que son pays leur accordait. Il est parvenu à convaincre l'Arabie saoudite et le Pakistan de faire de même. Il a modifié la politique de l'OTAN en la matière. Cependant rien ne permet de savoir s'il s'opposera également à la grande stratégie du Pentagone. Au plan intérieur, l'ensemble du Congrès s'est ligué contre lui et il n'a d'autre possibilité pour empêcher une procédure de destitution que de négocier avec le Parti démocrate.

Donald Trump a composé son administration avec d'anciens hauts-fonctionnaires de l'administration *Obama*, des politiciens opportunistes, beaucoup de responsables improvisés, et quelques très très rares personnalités de confiance.

Son représentant spécial contre Daesh, *Brett McGurk*, est un ancien collaborateur du président *Obama* censé servir sa nouvelle politique. Il a organisé le 18 août une réunion avec des chefs de tribus pour «lutter contre Daesh». Pourtant, les photographies qu'il en a diffusées attestent qu'au contraire plusieurs leaders de Daesh participaient à cette rencontre.

Dans la même veine, des hélicoptères des Forces spéciales américaines ont exfiltré deux chefs européens de Daesh et leurs familles des alentours de Deiz ez-Zor, avant qu'ils ne soient faits prisonniers par l'Armée arabe syrienne, le 26 août. Deux jours plus tard, ils ont à nouveau exfiltré une vingtaine d'autres officiers du Califat.

Tout se passe donc comme si le Pentagone repliait son dispositif jihadiste en le conservant pour des opérations sous d'autres cieux. Simultanément, il prépare une nouvelle manche contre la Syrie, avec une nou-



Cette carte a été publiée par *Robin Wright* neuf mois avant l'offensive de Daesh en Irak et en Syrie. Selon la chercheuse du Pentagone, elle rectifie celle publiée en 2005 par *Ralf Peters* pour le remodelage du Moyen-Orient élargi. (photo mad)

velle armée. Cette fois composée autour de troupes kurdes.

Cette guerre, comme celle du Califat, a été annoncée il y a quatre ans dans le «New York Times», par *Robin Wright*, chercheuse à l'*US Institute of Peace*, équivalent de la *NED (National Endowment for Democracy)* pour le Pentagone. Elle prévoyait également de diviser le Yémen en deux Etats, comme pourrait se le partager aujourd'hui Riyad et Abu Dhabi; et enfin, last but not the least, de démembrer l'Arabie saoudite.

Au demeurant, le projet de «Rojava» correspond à la stratégie israélienne qui, depuis la fin des années 90 et le développement des missiles, ne vise plus à contrôler les frontières extérieures (le Sinaï, le Golan et le Sud du Liban), mais à prendre par revers ses voisins (d'où la création du Soudan du Sud et éventuellement du Grand Kurdistan).

Le recrutement de soldats européens pour le «Rojava» ne fait que commencer. Il a a priori la capacité de rassembler autant de combattants qu'il y en a eu pour le jihad, dans la mesure où les groupes anarchistes [cf. encadré] servant de vivier sont aussi nombreux en Europe que les prisonniers de droit commun.

En effet, la filière jihadiste a d'abord commencé dans les prisons françaises avant de se transformer en «croisade» généralisée. Il est probable que le recrutement au sein du mouvement anarchiste sera lui aussi élargi par la suite. Washington, Londres, Paris et Berlin qui ont organisé ce recrutement l'ont pensé dans la longue durée.

J'emploie délibérément le mot «croisade» car ces guerres du Moyen-Âge, comme celle

que nous venons de vivre, étaient des opérations impérialistes européennes contre les peuples du Moyen-Orient élargi. Il est tout aussi grotesque de prétendre qu'il existe un lien entre le message du Christ et les croisades qu'il y en aurait un entre celui du Prophète et le jihadisme. Dans les deux cas, les donneurs d'ordre sont «occidentaux»¹ et ces conflits servent exclusivement l'impérialisme occidental. Les croisades successives s'étalèrent sur deux siècles et la majorité des chrétiens du Levant se battirent aux côtés de leurs compatriotes musulmans contre les envahisseurs.

Les brigades anarchistes de l'OTAN

«Aussi le Pentagone a-t-il adjoint à «ses» kurdes, non seulement quelques mercenaires arabes et assyriens, mais aussi des militants de l'extrême-gauche européenne.

De même que la CIA a embrigadé des dizaines de milliers de jeunes musulmans occidentaux pour en faire des islamistes, de même, elle commence à recruter des anarchistes européens pour constituer des Brigades internationales, sur le modèle de celles qui se battirent en 1936 à Barcelone contre les fascistes. On trouve ainsi comme troupes supplétives du YPG/OTAN le Bataillon antifasciste internationaliste (Europe centrale), la Brigade Bob Crow (Anglais et Irlandais), la Brigade Henri Krasucki (Français), les Forces internationales et révolu-

Jadis, le ministre français des Affaires étrangères, *Laurent Fabius*, déclarait publiquement que le président *Assad* «ne méritait pas d'être sur Terre» et assurait que les jihadistes faisaient du «bon boulot». De nombreux jeunes gens ont répondu à son appel en rejoignant Al-Nosra (Al-Qaïda), puis Daesh. Aujourd'hui, l'ancien ministre français des Affaires étrangères, *Bernard Kouchner*, annonce publiquement que la France soutiendra la création d'un Etat qui englobe le Kurdistan irakien et le couloir qui le relie à la Méditerranée à travers la Syrie. Quelques jeunes européens ont déjà répondu à cet appel, bien d'autres suivront.

Aujourd'hui, comme en 2011/12, la presse occidentale prend fait et cause pour cette nouvelle armée anti-syrienne soutenue par ses gouvernements. Jamais elle ne questionnera le retournement de veste d'*Abdullah Öcalan*, passé du marxisme-léninisme à l'anarchisme. Elle répétera que le Kurdistan a déjà été reconnu lors de la Conférence de Sèvres, en 1920, mais ne consultera pas les documents qui précisent ses frontières. Elle le croira légitime en Irak et en Syrie alors qu'il se situe dans l'actuelle Turquie. Elle ignorera le fait que son tracé correspond en réalité aux seuls plans du Pentagone.

Le référendum pour l'indépendance de la région irakienne du Kurdistan et des territoires annexés avec l'aide de Daesh lancera le début de cette opération, le 25 septembre. Comme en 2014, il s'agira de détruire simultanément l'Irak et la Syrie, cette fois non pas en créant un «Sunnistan» de Rakka à Mossoul, mais un «Kurdistan», sur un territoire reliant Erbil et Kirkouk à la Méditerranée. •

Source: *voltairnet.org* du 19/9/17

¹ Ce terme est mal choisi dans la mesure où «occidental» ne s'oppose pas à «oriental», mais à «soviétique». Je n'ai pas trouvé d'autre mot pour désigner à la fois les Européens, les Nord-Américains et les Israéliens. NdA.

Les Kurdes et le Kurdistan

«Les Kurdes habitent une région d'intérêt stratégique. Sa richesse en eau et les gisements pétrolifères sont si importants que ni la Turquie ni l'Irak ne peuvent renoncer à de telles ressources réclamées aussi par les Kurdes. Ainsi, le Kurdistan est d'une importance géopolitique également pour le monde occidental. Ce qui explique l'intérêt apporté aux événements et aux personnages.» (p. 15)

«Dans une région du monde en manque d'eau, la richesse en eau donne au Kurdistan une importance stratégique. En jetant un coup d'œil sur la carte, on remarque tout de suite les deux fleuves dominants, l'Euphrate et le Tigre, auxquels s'ajoutent de nombreux lacs et rivières, par exemple le Grand et le Petit Zab et l'Aras. Les sources (s'appelant Murat et Karasu pour l'Euphrate) et les cours supérieurs des deux fleuves se trouvent sur le territoire turc. Plusieurs grands barrages (tel le barrage Atatürk au sud-est d'Adiyaman), alimentant la

région en électricité, y ont été mis en service. En outre, il y a des projets en cours de réalisation ou déjà terminés – comme le projet GAP (Güney-Dogu Anadolu Projesi) au sud-est de l'Anatolie – prévoyant de transformer de vastes parties de la région entre Urfa et Gaziantep en surfaces agricoles.» (p. 24s.)

«Les gisements de pétrole au Kurdistan sont un facteur de grande importance économique et géopolitique. Le gouvernement central de Bagdad et le RKKI (gouvernement régional du Kurdistan d'Irak) n'ont toujours pas clarifié définitivement la répartition des revenus des gisements pétrolifères de Kirkouk (revendiqués par les Kurdes bien qu'ils ne se trouvent pas sur leur territoire).» (p. 25)

Source: *Strohmeier, Martin; Yalcin-Heckmann, Lale. Die Kurden. Geschichte. Politik. Kultur [Les Kurdes. Histoire, politique, culture] 2010. ISBN 978 3 406 59195 2 (Traduction Horizons et débats)*

A qui sert un Etat kurde «indépendant»?

hd. Des journaux aussi différents que la «Neue Zürcher Zeitung» et *Sputnik* s'accordent sur un point: des intérêts géostratégiques sont liés à la création d'un Etat kurde dans le nord de la Syrie et de l'Irak. Le 23 septembre, la «Neue Zürcher Zeitung» a écrit: «Seul un Etat soutient ouvertement les Kurdes: Israël. Un Kurdistan indépendant pourrait, selon les calculs, aider à limiter l'influence croissante de Téhéran dans la région. Les deux Etats, Israël et le Kurdistan, se sentent entourés d'Etats hostiles et partagent une histoire séculaire de persécution et d'apatridie. Le 13 septembre, le Premier ministre israélien, *Benjamin Netanyahu*, a pris la parole en déclarant: «Israël soutient les efforts légitimes des Kurdes pour établir leur propre Etat.» Dans le nord de l'Irak, on l'a félicité pour cet acte.» Le 22 septembre, un expert en sécurité irakien, *Ahmed al Sharafi*, a affirmé: «Depuis 2005, [le Premier ministre israélien Benjamin] Netanyahu parle de la nécessité de construire un oléoduc de Kirkouk à Mossoul

[deux villes irakiennes] vers la Méditerranée en traversant le territoire syrien, afin qu'Israël puisse obtenir une source énergétique fiable». Et de continuer «La création de Daesh [Etat islamique/EI] visait à renverser les régimes en Irak et en Syrie et à installer des gouvernements pro-américains dans ces pays. Ce serait un grand avantage pour Israël en tant qu'allié des Etats-Unis. En outre, [le changement de régime] permettrait à Israël de contrôler les sources de pétrole et d'eau. Israël obtiendrait alors des voisins loyaux – du golfe Persique à la Méditerranée. Mais suite à leur ténacité les Syriens ont fait échouer ces plans. Donc, on mise sur la réalisation du «projet kurde» pour diviser la Syrie et l'Irak.» *Sputnik* lui-même continue à écrire: «Selon le général brigadier syrien *Haim Hassun*, l'armée syrienne a déjà commencé à défendre le territoire de la Syrie contre la menace posée par les Kurdes derrière lesquels se trouvent des acteurs américains.» •

(Traduction *Horizons et débats*)

Réflexions sur les élections au Bundestag

Qui décide de la politique en Allemagne?

Nouvelle analyse sur l'influence du «Council on Foreign Relations» américain

par Karl Müller

Quasiment pendant toute l'année pré-électorale, la chancelière allemande a rassassé que les Allemands «n'ont jamais vécu dans d'aussi bonnes conditions que maintenant». C'était la devise de ses apparitions publiques ... et le fil rouge de ses réponses aux questions des citoyens. Les questionnaires invités par les chaînes de télévision étaient vite satisfaits, et y étaient probablement forcés ... aucune question ne pouvait être discutée à fond lors de telles mises en scènes. Les émissions faisaient plus ou moins partie du spectacle manipulé de la «campagne électorale».

L'Allemagne orientale est plus consciente de la réalité

Lors des apparitions publiques sans présélection des questions, la situation était différente, en Allemagne orientale même très différente. Les Allemands vivant dans les Länder de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, Brandebourg, Saxe-Anhalt, Saxe et Thuringe semblent plus conscients de la réalité que leurs concitoyens occidentaux – et il n'est pas juste de réduire leur protestation à un jet de tomates.

Beaucoup d'entre eux font partie de ceux qui ont des salaires bas et ils savent, par exemple, que les salaires des 40% du bas de l'échelle des revenus au cours des 25 dernières années sont restés nettement derrière la progression des salaires des 60% du haut de l'échelle. Ils savent également qu'ils doivent en partie accepter des baisses dans les salaires réels.¹ Même le *Deutschlandfunk* a commenté une semaine avant les élections: «Chez cette clientèle, les messages programmatiques des partis ont probablement les mêmes effets que les paroles de la SED» ... et d'ajouter, «la plupart des moyens publicitaires utilisés pour la campagne électorale dans la rue sont aussi vides de contenus que rarement auparavant».

La politique étrangère est un sujet tabou pour

la «chancelière des alliés occidentaux»

Fait étonnant, la politique étrangère de l'Allemagne n'a – à l'exception du thème problématique concernant la Turquie – presque jamais été soulevée dans la campagne électorale. Maintien de la paix, entente entre les peuples, droit international public ... presque nul. Au moins dans la campagne électorale publique. Est-ce un hasard? Un manque d'intérêt? Ou bien cela fait-il partie du spectacle?

Revenons à l'Allemagne de l'Est. Beaucoup de personnes y sont intéressées à maintenir une bonne relation avec la Russie, acceptent difficilement les sanctions contre la Russie, se réjouissent du gazoduc *Nord-Stream 2*, se réjouiraient probablement aussi de la «Nouvelle route de la soie» – si elles en étaient informées soigneusement. Peut-être se sont-elles également demandé si le déroulement de la campagne électorale allemande n'était pas planifié ainsi depuis belle lurette. Il fallait à tout prix que *Merkel* reste chancelière, c'était clair après la victoire de *Donald Trump*, c'était et c'est toujours dans l'intérêt de l'«Etat profond» américain. «Chancelière des alliés occidentaux!» – aujourd'hui ce serait probablement la dénomination la plus correcte.

Le rôle du CFR

Les véritables bureaux de planification ne se trouvent vraisemblablement pas en Allemagne. Beaucoup plus importante pour l'Allemagne est probablement une organisation américaine s'appelant *Council on Foreign Relations*, sigle: CFR. Début septembre une institution suisse très méritoire, nommée *Swiss Propaganda Research*, a publié une importante étude: «Die Propaganda-Matrix: Wie der CFR den geostategischen Informationsfluss kontrolliert».²

[La matrice de la propagande: la manière de laquelle le CFR contrôle le fleuve géostratégique des informations]

Cette analyse doit absolument être étudiée par tout groupe de personnes (citoyens, écoles, séminaires etc.) ou tout individu désireux d'affiner leur sens de la réalité.

Ce qui est formulé en introduction est confirmé au cours de la lecture: «Qu'il s'agisse de la Russie, de la Syrie ou de Donald Trump: pour comprendre le récit géopolitique des médias occidentaux, il est obligatoire de connaître le rôle-clé du CFR américain. Par la suite, il est présenté pour la première fois comment le réseau du CFR a créé un cycle d'information transatlantique très fermé dans lequel presque toutes les sources et points de référence importants sont contrôlés par des membres du CFR et ses organisations de propagande.»

Jusqu'aujourd'hui: l'hégémonie mondiale américaine doit être garantie

L'analyse informe sur l'histoire du CFR et son but d'assurer l'hégémonie américaine mondiale. Depuis la fondation du CFR en 1921, on a créé une institution pour un «empire américain global, dont les positions-clé sont occupées depuis ce moment-là presque entièrement par les actuellement environ 5000 représentants du CFR».

L'étude démontre de manière bien documentée et claire par des graphiques bien lisibles comment non seulement les médias allemands sont intégrés dans le réseau du CFR mais aussi des organisations non gouvernementales, des soi-disants laboratoires d'idées et des experts, l'armée, les services secrets, des gouvernements, des agences de presse, des bureaux de relations publiques et certains journalistes – sans oublier un certain nombre d'acteurs connus.

Ce qui rend optimiste

Pourtant déjà le dernier paragraphe de l'introduction rend optimiste: Le CFR a bien créé une «matrice de l'information nettement supérieure à la propagande gouvernementale classique des Etats autoritaires». Mais «grâce au succès des médias indépendants [elle perd] de plus en plus en efficacité».

A la fin de l'étude on peut lire: «Grâce à Internet, [...] on a la possibilité de diffuser des informations de manière décentralisée et bon marché et de contourner ainsi les «gardiens» du CFR. Entretemps, il existe aussi dans l'espace germanophone [et français, ndt.] un grand nombre de médias et de plates-formes financés par les lecteurs, interrogeant de manière critique les narratifs conventionnels et permettant ainsi de prendre connaissance de points de vue divergents». On y trouve également d'autres liens intéressants.

Tout dépend des citoyens

Donc: combien de temps encore le système Merkel fonctionnera-t-il? Il ne faut pas faire dépendre la réponse de Mme Merkel elle-même. Elle dépendra surtout de nous citoyens. Quiconque s'informe peut comprendre quel spectacle est mis en scène. Personne ne doit tout savoir pour comprendre: il est totalement aberrant d'affirmer que les Allemands «n'ont jamais vécu dans d'aussi bonnes conditions que maintenant». Le nombre et le poids des tâches sont énormes. Le mildiou que Madame Merkel a tenté de répandre sur le pays peut s'avérer être suicidaire.

¹ cf. https://www.diw.de/de/diw_01.c.550957.de/themen_nachrichten/realeinkommen_nehmen_seit_1991_weniger_stark_zu_als_die_wirtschaftskraft_erste_anzeichen_fuer_wieder_steigende_einkommensungleichheit.html

² <https://swprs.org/die-propaganda-matrix>

Les mondialistes délocalisent les technologies de pointe de l'Allemagne

par Eberhard Hamer, professeur d'économie



Eberhard Hamer
(photo mad)

L'économie des *Petites et moyennes entreprises* (PME) [«Mittelstandsökonomie»] a toujours rendu attentif au fait qu'en règle générale, les entreprises de taille moyennes sont fidèles au pays et à leur localisation. Cela est inhérent à l'existence des liens familiaux et du caractère familial d'une entreprise moyenne dans laquelle le patron connaît tous ses employés personnellement.

Les grandes sociétés de capitaux, au contraire, sont depuis longtemps des entités internationales. Non seulement elles produisent au niveau mondial, mais elles ont aussi des actionnaires dans le monde entier. Selon les estimations du *Mittelstandsinstitut de la Basse-Saxe*, plus de 70% de nos trusts faisant partie du DAX [=indice boursier des 30 plus importantes sociétés allemandes, cf. CAC 40 en France, ndt.] sont en majorité en main étrangère, la plupart américaine. Un grand groupe dominé par l'étranger n'a plus de liens nationaux, n'a plus de patrie, exige la globalisation et le libre-échange et avant tout la libre circulation du capital, complétée par des économies fiscales grâce aux paradis fiscaux.

C'est grâce à ce commerce international des multinationales que nous profitons de nos excédents d'exportation. Ces excédents sont réalisables uniquement dans les branches en expansion suite aux avancées technologiques – pour la plupart largement subventionnées par les pouvoirs publics –, dont nous avons pu profiter ou que nous possédons toujours. Si nous perdons ces avantages, nous ne perdons pas seulement notre capacité d'exportation, mais aussi une partie de notre prospérité.

Ces moteurs technologiques poussant nos multinationales à la croissance ne sont donc pas seulement extrêmement dangereux en raison

de leurs structures de propriété, mais aussi en raison de la dépendance de grandes puissances telles que les Etats-Unis ou la Chine:

– En Allemagne, comparé à d'autres pays, il est moins aisé de cacher et de garder secret une avancée technique, car les Américains ont, selon les réglementations du temps de l'occupation, toujours et encore le droit de contrôler tous les systèmes informatiques, y compris les lignes téléphoniques et les systèmes de téléphonie mobile, sur tout le territoire de l'Allemagne. Ils peuvent donc s'approprier chaque nouvelle technologie dès ses premiers balbutiements à l'aide de leurs systèmes d'espionnage pour ensuite les transmettre à leur propre industrie. Souvent, l'industrie concurrentielle américaine connaît un nouveau développement de brevets, avant que le brevet ne soit connu chez nous.

– Là, où l'espionnage total ne suffit pas, les nouveautés techniques sont volées suite à des combines financières et à la corruption comme, par exemple, avec la technologie anti-détection pour les sous-marins du *chantier naval Howaldt*. Avec l'accord du gouvernement fédéral allemand, le Conseil d'administration avait – suite à une prétendue offre de rachat américaine – remis par étapes tous les plans et les détails techniques internes aux Américains jusqu'à ce qu'ils eurent rassemblés toutes les informations et ne montrèrent plus aucun intérêt pour le chantier naval.

– Les risques que comporte la délocalisation de la production allemande à l'étranger ont été subis par la branche de la photographie, il y a quelques décennies. Dans les années cinquante et soixante, l'Allemagne était à la pointe mondiale dans le domaine des appareils photo. Puis, la production a été délocalisée vers l'Asie «pour réduire le coût de la main-d'œuvre». Les appareils étaient principalement vendus en Allemagne, jusqu'au moment où les

concurrents japonais placèrent les modèles allemands en meilleure qualité sur le marché mondial et devinrent ainsi le leader du marché. En Allemagne, nous achetons aujourd'hui des appareils photo japonais au lieu d'appareils allemands.

– Après les Etats-Unis et le Japon, la Chine est actuellement devenu le grand «aspirateur» technologique. Les Chinois ont des avoirs de 3 billions de dollars, pour lesquels ils ne recevront bientôt plus grand-chose, s'ils n'investissent pas à temps dans des valeurs réelles. C'est pourquoi ils font leurs courses dans le monde entier en prenant tout ce qu'ils trouvent, notamment de la technologie à n'importe quel prix.

– Ils ne peuvent faire leurs emplettes aux Etats-Unis, car ce pays a un droit de veto dans le domaine de la sécurité qu'ils n'arrêtaient pas d'utiliser. En Allemagne, il existe également une clause de réserve concernant la sécurité nationale, mais elle n'est jamais utilisée, car le gouvernement fédéral – étant dépendant de la globalisation – y voit une «entrave au commerce international», donc les Chinois peuvent sans encombre acheter toute la technologie de pointe qu'ils désirent.

– Un autre exemple de la braderie de technologie de pointe allemande est l'acquisition par la Chine de la majorité des actions de l'entreprise robotique de premier plan *Kuka* sise à Augsburg. Elle est devenue leader mondial grâce à de nombreuses subventions allemandes. Maintenant qu'elle se trouve en propriété chinoise et que la technologie de production est perdue pour l'Allemagne, l'entreprise est systématiquement délocalisée vers la Chine. Dans quelques années, nous achèterons en Allemagne des robots chinois, ce qui ne nous apportera plus d'excédents d'exportation, mais davantage de déficits d'exportation.

– Les entreprises automobiles allemandes ont également commencé par exporter vers la Chine, puis elles ont été obligées

de construire des fabriques automobiles en Chine, ont donc apporté la technologie allemande dans des entreprises appartenant en majorité aux Chinois. Elles ne pourront donc dans quelques années de moins en moins exporter leurs produits nationaux, c'est-à-dire qu'elles perdront le marché d'exportation.

– L'exemple d'*Airbus* est le pire. Ce consortium aéronautique européen, subventionné à l'extrême par nos pouvoirs publics – soi-disant pour prendre pied sur le marché chinois – a livré et construit aux Chinois une production pour les avions *Airbus*. Actuellement, les Chinois sont en état de construire leurs propres machines dans leurs propres entreprises avec la technologie d'*Airbus* afin de concurrencer les *Airbus* européens. Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour prévoir que dans 10 ans, *Airbus* ne pourra plus exporter en Chine, parce que les entreprises de l'*Airbus* chinois domineront le marché.

– Dernière nouvelle: *Siemens* voit son avenir numérique avant tout en Chine et délocalise son centre de recherche mondial pour les robots autonomes dans ce pays. D'une certaine manière, il est presque logique qu'après que la technique robotique de *Kuka* ait quitté le pays, *Siemens* ne puisse pas maintenir sa recherche en robotique. En effet celle-ci, se trouvant à la pointe mondiale, sans possibilités d'application dans le pays, doit être délocalisée dans la recherche de l'avenir en Chine puisque entre temps c'est elle qui possède la technique robotique de pointe.

Dans tous ces cas, le contribuable allemand a subventionné massivement par les impôts des petites et moyennes entreprises les technologies de l'avenir. Puis, les multinationales ont délocalisé, vendu ou même cédé gratuitement à des entreprises étrangères le résultat

Allemagne

Un ensemble de citoyens souverains ne se laisse pas diviser

par Christian Fischer

Le nombre de partis ayant obtenu l'entrée au Bundestag suite aux élections fédérales est le plus élevé depuis les années 1950. D'autres pays nous envient pour ce résultat. Cependant, est-ce réellement une possibilité de répondre et de mettre en valeur les souhaits des citoyens? Ou est-ce qu'on présente des programmes similaires en mettant en avant quelques aspects différents selon la clientèle visée? Les alternatives des «bords» de gauche et de droite représentent-elles vraiment un avenir plus démocratique? Un coup d'œil rétrospectif sur les élections françaises clarifie la réorientation nécessaire de l'agenda politique également pour l'Allemagne. On peut en déduire des tâches essentielles pour une nouvelle réflexion démocratique.

En France, un mouvement politique, nouvellement créé, prônant l'europanisation néolibérale de la politique française, a obtenu la présidence et gagné les élections parlementaires. Le système des partis établis a imploré. Le nouveau mouvement n'a pas trouvé un large consentement mais néanmoins suffisant pour marginaliser les conservateurs et les socialistes. Le *Front national* a servi de bouc émissaire contre lequel la nouvelle star *Macron* a pu réussir. Son train pour Bruxelles n'aurait pas pu trouver de meilleur gare de départ que le parti *Le Pen* si facile à diffamer.

La polarisation de la France

En France, c'est notamment le système électoral au scrutin majoritaire et les divisions entre les organisations politiques connues qui ont contribué à créer une telle polarisation. En Allemagne, le scrutin proportionnel ne permettra certainement pas une telle réorientation radicale du paysage politique. Cette réorientation sur la scène politique, est-elle réellement l'expression d'une nouvelle politique? Ou bien apercevons-nous que les nouveaux costumes taillés sur mesure pour une pièce répétée depuis longtemps?

Macron portait déjà des responsabilités en tant que ministre sous *François Hollande*. En tant que président, il n'a annoncé rien de neuf, en préconisant le prolongement conséquent du démantèlement social, d'une orientation stricte sur les directives de la Commission européenne et la dissolution de la souveraineté nationale. Sa majorité parlementaire est composée en grande partie de députés inexpérimentés qui durent promettre allégeance à ses décisions présidentielles sans connaître ses engagements programmatiques. Se soumettre «ses» députés au Parlement ainsi que les médias¹ faisait partie de ses premières activités au début de son quinquennat; puis suivirent des annonces tonitruantes mais peu

«Les mondialistes délocalisent ...»

suite de la page 6

de ces subventions et la technologie de pointe allemande.

Le gouvernement fédéral voit cela comme un «processus d'internationalisation» normal et n'intervient pas. La recherche sur le *Mittelstand* cependant voit avec le départ de la technologie de pointe des multinationales, subventionnée par les impôts allemands, également l'exode de milliers de petites et moyennes entreprises travaillant pour le marché de la sous-traitance. La compétitivité internationale de l'économie allemande en général va en souffrir et risque de disparaître entièrement au cours des prochaines années.

Pourquoi le gouvernement fédéral laisse-t-il délocaliser la technologie de pointe allemande sans broncher?

Pourquoi n'oblige-t-on pas les multinationales à rembourser les subventions obtenues de la part des contribuables allemands pour le développement de ces technologies de pointe, si elles les bradent à l'étranger?

Pourquoi n'y a-t-il pas de levée de boucliers de la part de la politique, des organisations de PME et des syndicats, quand notre technologie de pointe est transférée aux États-Unis ou en Chine et qu'ainsi les places de travail high-tech diminuent dans notre pays? •

(Traduction *Horizons et débats*)Bibliographie: Hamer, Eberhard (Ed.). *Visionen 2050*, Rottenburg 2016

réalistes, par exemple, concernant la politique du climat.² Ses autres simulacres de réformes néolibérales dont on a parlé dans les médias sont déjà bien connus également en Allemagne sous le terme d'«Agenda 2010». Le président Hollande avait déjà tenté de mettre en route des réformes semblables en France. On pourrait dire, faire du neuf avec du vieux, promu par une publicité criarde et accompagné d'un comportement dictatorial.

Macron veut «transformer l'Europe» – sans législatif et sans le peuple

En France, les partis ont été rangés dans la salle des preuves. Il y a longtemps qu'ils ne prenaient plus au sérieux leurs anciens objectifs, soient-ils socialistes ou conservateurs. En lieu et place, ils ont préparé et pratiqué ce que *Macron* veut réaliser de façon plus nette et conséquente: nous allons reconstruire l'Europe, nous sonnons la prochaine ronde pour le démontage des réglementations étatiques et des démocraties nationales et pour la reconstruction de l'administration européenne. Elle n'a besoin ni d'un véritable législatif ni d'un peuple souverain mais d'autant plus d'un puissant exécutif transfrontalier, doté de droits régaliens, d'un budget et d'une armée. Voilà l'annonce à peine voilée. La responsabilité sociale de cette politique des grandes banques et des multinationales méprisant les frontières n'apparaît plus que sous forme de la promesse apaisante affirmant qu'à la suite de la réalisation des «réformes» tout ira mieux.

Quel sort est réservé aux Allemands?

En Allemagne aussi, il y a longtemps que les partis ont fait leurs adieux à leurs anciens objectifs et valeurs. Le démantèlement social, ayant offert une hausse à quelques gros acteurs de l'économie allemande aux frais d'autres concernés au niveau national et international, a été imposé par un chancelier SPD. Les premières guerres menées à nouveau depuis le sol allemand, en violation du droit international, ont été dirigées au niveau de la propagande par le même chancelier et son ministre des Affaires étrangères écologiste. Petit à petit, on démonte, privatise et soumet à la «dérégulation» les dispositions de protections pour la vie civile et les fonctions étatiques régaliennes. On n'aperçoit plus guère de force politique positive promouvant les valeurs d'une citoyenneté libre, des traditions culturelles sérieuses et l'Etat de droit national.

Non, les conservateurs allemands ne se sont pas «socialement démocratisés» comme on le prétend souvent. Ils ont de plus en plus abandonné leurs principes quant à leurs valeurs anciennes. De temps en temps, lors des élections ou des négociations de coalition on fait du poker avec de vieux slogans mais dans la politique quotidienne ce sont d'autres priorités qui font la loi. Pourquoi donc ces partis aux couleurs noires, rouges, jaunes, vertes ou bleues sont-ils nécessaires? Principalement pour maintenir l'acceptation des citoyens pour cette pièce de théâtre appelée démocratie, car les citoyens espèrent toujours trouver dans ces couleurs les restes des anciennes différences entre les partis qu'il faut de plus en plus chercher à la loupe.

Il y a un quart de siècle déjà, les représentants du peuple allemand, issus de tous les partis, ont – avec deux tiers des voix – rayé du préambule de la Loi fondamentale la manifestation de la volonté de garder l'unité nationale et étatique. Avec un nouvel article 23, ils ont cimenté la suppression de la séparation des pouvoirs et de la souveraineté nationale.³ Dans notre système politique, il ne s'agit pas de faire du neuf avec du vieux: en Allemagne, les partis n'ont pas encore disparu, mais depuis un certain temps, on sert du neuf – comparé aux anciens idéaux des partis. On pourrait dire que les orientations politiques sont inchangées depuis longtemps; avec *Macron*, on est passé en France à la vitesse supérieure sans changer de direction; en Allemagne, on fera de même, peu importe le nom du vice-chancelier: *Schulz* ou *Lindner*.

Politique radicale du marché en France et en Allemagne

Les forces politiques allemandes et françaises ont en commun la politique radicale du mar-

ché orientée sur les intérêts de la grande industrie et de la haute finance. A leurs yeux la politique de responsabilité sociale, la démocratie fédérale et nationale, la promotion des PME/classes moyennes, l'éducation aux valeurs etc. sont des antiquités superflues. Ce qui change sont uniquement les costumes politiques. En France, un mouvement «moderne» a réussi face à un casse-tête nationaliste bien qu'il n'ait obtenu que le soutien de 20% des citoyens et continue de perdre en popularité. En Allemagne, on observe un paysage politique plus solide où les partis traditionnels sont très assidus à faire avaler à leur clientèle respective la même orientation commune afin d'assurer la stabilité politique.

Dans les deux pays, on peut observer le même fil rouge: ce qu'étaient anciennement la droite et la gauche, doit se réorienter et choisir entre l'UE (= sans alternative) ou la nation (= nationalisme = ringard). L'AFD [*Alternative für Deutschland*] est donc la bienvenue – construction sale à gifler et excellente pour cacher ses propres intentions. Du côté du «progrès», on promeut des modèles sociétaux libertaires poussés à l'extrême (p. ex. gendérisme) en vendant en même temps le modèle économique de marché radical avec sa soif de la quantification de tout et de tous – au nom de la liberté. Du côté de la «régression», on range tacitement tout ce qui est traditionnel, orienté sur les valeurs, les qualités non chiffrables, l'état de droit démocratique en les diffamant entre les lignes comme frères jumeaux du racisme nationaliste.

La gauche participe au bal masqué

La gauche participe également au bal masqué. La gauche n'a jamais beaucoup aimé la démocratie nationale – ni la démocratie tout court. Elle a toujours suivi un programme où les élites et experts prétentieux dirigent le peuple. Le fait que le train pour Bruxelles transporte en première classe le grand capital et la haute finance, abhorrant les nations et les frontières, ne préoccupe guère cette gauche. L'essentiel est qu'on ait un recoupement antinational commun. Le parti *die Linke* mêle sa voix sans problème au chant de l'hymne européenne – voir par exemple son ancien chef *Gysi* recevant la médaille «Wider den tierischen Ernst» à Aix-la-Chapelle en février 2017.⁴

Inversement, en France, *Mme Le Pen*, dont le corps électoral se compose principalement de personnes défavorisées qui – selon l'ancienne théorie devraient voter communiste – n'a pas de problème d'exiger la justice sociale et de rappeler un jour le slogan de *Georg Büchner*: «Paix aux chaumières, guerre aux châteaux!». Et si on la laissait faire, elle ferait peut-être davantage que *Martin Schulz* chez nous. En Allemagne aussi, il s'est développé un mouvement de droite nationale, au moment où on a dû constater qu'il n'y avait plus d'opposition bourgeoise contre l'avènement du marché radical en marche vers Bruxelles. Un mouvement mobilisant malheureusement également des émotions sournoises et antidémocratiques.

Les prétendus mouvements nationaux conviennent-ils à l'UE?

Les élections françaises ont démontré qu'il n'y a rien qui convient mieux à l'UE que de tels mouvements nationaux. Cependant, certains pouvoirs au sein de ces mouvements font tout leur possible pour polariser. Cela peut se défendre mais on risque en même temps de tomber dans un piège. Car, à cause des supporters mobilisés, on se soumet aux pressions d'idéologies inhumaines et de comportements indignes allant jusqu'au racisme. C'est rare d'entendre des distanciations de ces courants de la part de l'AFD, de *Pegida* ou des Identitaires. Cette polarisation laisse pour compte tous ceux qui, avec une vraie conscience démocratique, s'opposent à l'europanisation de l'Allemagne et se retrouvent, faute d'alternative, marginalisés à l'extrême droite de la société, comme par exemple l'écrivain politique *Monika Maron*⁵ dont les expériences remontent aux temps de l'ancienne RDA.

Où se trouve la force démocratique?

Où est la force démocratique ne se laissant pas éloigner ni vers le Léviathan ascendant de

Bruxelles, ni vers le borbier des conceptions inhumaines? Une force sachant que

- la démocratie ne peut se construire que du «bas vers le haut» et qu'elle aura toujours des visages nationaux divergents,
- la démocratie doit se construire de façon fédérale et décentralisée et doit donc être organisée au niveau national, si l'on veut qu'elle corresponde au citoyen et au peuple souverain, donc ni illimitée, ni soumise à un exécutif supranational,
- tous les êtres humains, aussi d'autres nations, ont la même dignité, y compris les réfugiés, les migrants et même les délinquants,
- une vie publique libre et organisée sous forme de coopérative constitue la meilleure base pour une vie matérielle assurée et la prospérité, pour l'économie, pour la santé publique et l'éducation, pour la paix entre les peuples,
- l'Etat a le devoir de protéger ses citoyens en garantissant le fonctionnement des services publics et de la sécurité sans mettre en question la responsabilité individuelle des citoyens,
- des intérêts opposés doivent être formulés et discutés de façon transparente, pas seulement par des représentants délégués des partis, détachés de la volonté des électeurs jusqu'aux prochaines élections, mais, le cas échéant, directement décidés par les citoyens lors d'un référendum,
- le respect de la souveraineté nationale des Etats est nécessaire même quand ceux-ci ne sont pas démocratiques; car on a toujours la possibilité de limiter les rapports bilatéraux, notamment en limitant les ventes d'armes,
- la paix représente le bien suprême pour la vie des hommes. Elle ne peut être remise en question uniquement en cas de légitime défense contre une agression directe, mais pas pour la réalisation d'objectifs politiques.

Devoirs d'un ensemble de citoyens souverains

Cette force, cette conscience grande et visible, existe-t-elle au sein de notre société? Oui et non. De nombreux citoyens seraient prêts de signer les points ci-dessus. Cependant, dans le monde politique, on entend avant tout des voix fortes et dominantes, s'exprimant de façon controversée et propagandiste sur divers sujets. Si cette conscience ne se trouvait pas seulement dans les têtes de nombreux citoyens individuels mais aussi des ensembles de citoyens conscients de leur force et capables d'agir, les partis politiques de diverses couleurs peuvent s'agiter tant qu'ils veulent – ils ne pourront pas malmener les ensembles de citoyens souverains.

Un éléphant se trouve dans la pièce. Il s'appelle UE et veut remplacer la souveraineté démocratique et la séparation des pouvoirs par un exécutif quasiment incontrôlable – mais nombreux sont ceux qui ne voient qu'un petit chat. Les citoyens devraient eux-mêmes être les éléphants, et voir dans les politiciens les petits chats. Il va de soi qu'il faut soutenir les personnalités politiques dont le cœur bat pour la bonne cause. Nous autres citoyens, nous devons avant tout nous rappeler des principes de la vie démocratiques présentés ci-dessus et retrouver le courage d'agir. Ensemble, nous devons trouver une voie pour les ériger tel un phare au centre de la vie politique de notre pays. C'est un projet de formation à long terme menant à la responsabilité citoyenne indépendamment des échéances des élections parlementaires. •

¹ Macrons Mühe mit den Medien. In: *Neue Zürcher Zeitung (international)*, du 25/7/17, p. 32

² Tzermias, Nikos. Frankreichs Energiewende – grosse Ziele und ungewisse Umsetzung. In: *Neue Zürcher Zeitung (international)* du 24/7/17, p. 5

³ Fischer, Christian. *Demokratie braucht Nation*. 24/9/17. <https://zeitgeist-online.de/exklusiv-online/nachdenkliches-und-schoengeistiges/1040-demokratie-braucht-nation.html>

⁴ <https://www.youtube.com/watch?v=HoAFg9n95Rk> ou <https://www.youtube.com/watch?v=w3W40IAW6Xc>

⁵ Maron, Monika. Links bin ich schon lange nicht mehr. In: *Neue Zürcher Zeitung (international)* du 1/7/17, p. 21

«Lumière, air, liberté» – le 125^e anniversaire de la fondation du village d'artistes d'Ahrenshoop

par Alfried Nehring*

Lumière, air, liberté – c'est avec ces paroles-pharés que le musée d'art d'Ahrenshoop célèbre cette saison par une grande exposition commémorative la fondation, il y a 125 ans, d'«Ahrenshoop, village d'artistes». En 1892, de jeunes peintres, hommes et femmes, suivirent l'exemple de leur collègue *Paul Müller-Kaempff*, lequel ayant achevé sa formation auprès des paysagistes *Hans Gude* et *Eugen Bracht* à Berlin, venait de s'établir dans ce petit village de pêcheurs sur la côte de la mer Baltique. Parmi les membres fondateurs, on trouvait également la déjà très célèbre femme-peintre *Elisabeth von Eicken*. Des écoles d'art privées réservées aux femmes, qui à cette époque n'avaient pas accès à l'académie des Beaux-Arts, fournirent dès le début une grande affluence à la colonie d'artistes et constituèrent en même temps pour les deux fondateurs, *Paul Müller-Kaempff* et *Friedrich Wachenhusen*, objectif et gagne-pain.

La lumière extraordinaire régnant entre la mer et la lagune du Saaler Bodden attirait elle aussi les peintres, tout comme l'air pur, l'odeur saline de la mer Baltique et la fraîcheur de la forêt protégée. Cette forêt est située à l'est du village d'Ahrenshoop et s'étend encore aujourd'hui, jusqu'à l'île de Rügen, formant le «Parc national de Poméranie occidentale». Bien loin de la scène artistique réglementée et hiérarchisée de la capitale, de l'agitation, de l'étroitesse et de la destruction de la nature désormais largement répandues autour d'elle par l'industrialisation sauvage, ils s'octroyaient la liberté de rendre dans leur peinture, comme principal critère d'évaluation et toute sa véracité, un paysage encore intact, et pas encore touché par la civilisation. Par leur art, ils colonisèrent le petit village et ses alentours pittoresques.

Dans ses mémoires, *Paul Müller-Kaempff* a relaté avec des mots simples ce qui le fascinait alors à Ahrenshoop, et comment un voyage d'études entrepris plutôt par hasard se révéla pour lui une décision vitale: «A la fin de l'été 1889, avec mon collègue *Oskar Frenzel*, peintre animalier, je fis halte à Wustrow dans le Fischland, afin de réaliser des croquis. A l'occasion d'une randonnée sur la rive droite, alors que nous avons atteint les dernières hauteurs, un village s'étendit soudain à nos pieds: Ahrenshoop. Personne en vue, les toits de roseaux d'un gris passé, les pâturages gris et les dunes grises donnaient à ce spectacle impressionnant un relief d'une profonde gravité et parfaitement inviolé. Nulle trace de construction utilitaire au toit de carton bitumé, rien qui dérange l'effet d'ensemble, la rue du village très large et sablonneuse, aucune clôture métallique, aucun panneau publicitaire. Derrière le village sur le Schifferberg, on voyait le cimetière aux grilles de bois et aux croix blanches et noires, envahi par les éperviers en fleur jaune d'or. Les dunes, la forêt et la mer, et au loin les contours sombres du Darss. Des dunes couronnées de très anciens buissons d'aubépine, de houx et d'églantine. C'était un vrai sujet d'étude, comme je l'avais toujours souhaité.» A partir de ces impressions se met en place l'idée de l'un de ses tableaux les plus connus: «Ancien cimetière de marins dans les dunes» de 1893.

* L'auteur vit à Ahrenshoop. Il a été producteur de cinéma et de télévision couronné de succès et il est maintenant auteur de livres d'art. Nous avons présenté sa biographie de l'impressionniste russe *Isaak Levitan* dans *Horizons et débats* n° 11 du 15/5/17.



Marianne von Werefkin.
La falaise d'Ahrenshoop, 1911. (photo mad)



Paul Müller-Kaempff. Vue sur le village d'Ahrenshoop avec chevriers et pêcheurs, 1890. (photo mad)



Paul Müller-Kaempff. Ancien cimetière de marins dans les dunes, 1893. (photo mad)



Leiko Ikemura. La Genèse – Sainte Ursule, 2016. (photo mad)

Les touristes et les visiteurs peuvent toujours voir le tableau, prêté à titre permanent par le Musée d'art et de culture de Kiel, dans le nouveau Musée d'art d'Ahrenshoop créé dans le cadre de l'engagement citoyen. Il fait partie des 11 œuvres de l'époque de la colonie d'artistes pour laquelle la commune Ahrenshoop a construit un sentier parsemé d'œuvres d'art avec des reproductions grand format et résistant aux intempéries à l'occasion de l'anniversaire de la fondation selon les motifs anciens des peintres.

Haut-lieu artistique, Ahrenshoop a l'avantage d'avoir été, par ses paysages, un pôle d'attraction pour les générations suivantes et les artistes de renommée européenne. En juin 1911, les peintres russes *Marianne von Werefkin* et *Alexej de Jawlenski* se rendirent à Prerow à titre d'invités d'été, non loin d'Ahrenshoop sur la mer Baltique. *Alexej de Jawlenski* y expérimenta un bouleversement de son processus créatif. Il écrit: «Là, je me mis à peindre avec des couleurs très vives, brûlantes, absolument pas naturalistes ni thématiques. Ce fut un tournant de mon art.» *Marianne von Were-*

fkin traitait ses impressions dans un tableau expressionniste haut en couleurs «La falaise d'Ahrenshoop» qui se trouve aujourd'hui au Musée d'art moderne d'Ascona.

Dans le carrousel d'expositions à l'occasion de la commémoration de la colonie d'artistes, le Musée d'Ahrenshoop montre une autre exposition consacrée au dialogue artistique entre la tradition et l'époque moderne. Cela peut sembler de prime abord une idée extraordinaire que de confronter les tableaux de la peintre japonaise *Leiko Ikemura*, vivant aujourd'hui à Berlin, à ceux du magicien des couleurs, *Emil Nolde*. La présentation double fait partie du projet «Nolde dans le Nord», qui réunit pour le 150^e anniversaire de la naissance du peintre la fondation Nolde dans sa maison d'origine de Seebüll à des expositions spéciales dans neuf autres musées d'Allemagne du Nord.

Bien que Nolde et Ikemura ne se soient jamais rencontrés et qu'on ne puisse imaginer des vies et des conditions de travail si différentes, le visiteur peut découvrir dans les tableaux choisis par *Katrin Arrieta*, la direc-

trice artistique et curatrice du Musée, des analogies pleines d'inspiration. Pour les deux artistes, leur expérience de la nature liée à des paysages réels est la source décisive de leur art. Ils se trouvent ainsi complètement dans la tradition de la peinture paysagiste, telle qu'elle est apparue dans les colonies d'artistes au XIX^e siècle.

Emil Nolde, né en 1867 dans le pays d'entre-deux mers qu'il a tant aimé, le Schleswig-Holstein, n'a que 6 ans de moins que *Paul Müller-Kaempff* et fait partie cependant d'une génération d'artistes totalement nouvelle. Sculpteur sur bois qualifié pour l'ébénisterie, il devient en 1893 professeur spécialisé de dessin et de modelage au Musée des arts et métiers de Saint-Gall. Ses «cartes postales de montagne» des sommets alpins se vendant si bien en tant que légendes folkloriques, qu'il décide de devenir peintre indépendant.

Plus d'un siècle plus tard, *Leiko Ikemura* traite ses impressions d'un séjour d'études dans les Grisons dans la tradition de la peinture japonaise à l'encre de Chine dans un cycle de paysages de montagne fabuleux, et tout particulièrement le tableau grand format si impressionnant «La Genèse – Sainte Ursule» de 2016, Tempora sur toile.

Après ses études en Espagne, des séjours à Zurich et Munich, *Leiko Ikemura* accomplit à Cologne sa percée artistique. En 1987, elle voit sa première exposition personnelle de grande envergure au Musée d'art contemporain de Bâle qui possède aujourd'hui plus de 100 œuvres d'Ikemura.

En 1907, *Emil Nolde* est choisi comme porte-parole par le mouvement artistique *Brücke* en raison de son expressive maîtrise des couleurs. Des expositions particulièrement couronnées de succès amènent également son ralliement au mouvement *Sécession berlinoise*, duquel il sera cependant exclu à la suite d'une polémique avec *Max Liebermann*. La vie dans la grande ville et la scène artistique métropolitaine ne le satisfont pas. Il retrouve enfin dans sa demeure, conçue à Seebüll selon son propre projet, la solitude désirée pour son travail et son inspiration. C'est là que naissent ses natures mortes connues dans le monde entier, dans lesquelles s'épanouissent des «destins de fleur» jaillissant de sensuelles expériences artistiques. Ainsi, s'établit au Musée d'Ahrenshoop un dialogue artistique entre les tableaux de fleurs d'Ikemura et de Nolde.

Au cours des 125 ans écoulés depuis la fondation de la colonie d'artistes, Ahrenshoop a aussi beaucoup changé. A l'époque les peintres avaient initié une dynamique transformant, pour les touristes, un lointain village de pêcheurs en lieu de nostalgie. Pourtant, la structure locale du temps de la colonie d'artistes est encore reconnaissable car le paysage alentour est resté à l'état de nature. Dans le Darsswald, dans les dunes au bord de la mer Baltique et dans les prés du Bodden, on sent encore le génie du lieu d'autrefois.

L'architecture du nouveau Musée des beaux-arts d'Ahrenshoop est elle aussi l'expression de ce lien entre la tradition et l'époque moderne. Le groupe d'architectes berlinois *Staab* a façonné un ensemble sous la forme d'une ferme locale caractéristique avec son toit de chaume, transformée en formes cubiques recouvertes de bronze bruni.

Tout au long de l'année de commémoration, et avec ses offres culturelles multiples, Ahrenshoop a réaffirmé son renom en tant que haut-lieu artistique et a acquis en notoriété. Les liens ici esquissés avec la



Musée d'art d'Ahrenshoop. Lien étroit entre la tradition et la modernité. (photo mad)